

III. ÉLÉMENTS FINANCIERS

1. - COMPTES CONSOLIDÉS

1.1. Etat de situation financière consolidé au 31 décembre 2014 - (en milliers d'euros)

ACTIF	Notes	31/12/2013	31/12/2014
ACTIFS NON-COURANTS			
Goodwill	10	175 260,5	175 260,5
Autres Immobilisations Incorporelles	10	2 686,8	1 995,3
Immobilisations Corporelles	11	78 270,5	76 653,2
Immeubles de placement			
Participations entreprises associés		44,0	-69,3
Actifs financiers disponibles à la vente			
Autres actifs non courants	12	10 449,7	11 697,6
Actifs d'impôts non-courants	20	2 112,3	2 297,5
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		268 823,8	267 834,8
ACTIFS COURANTS			
Stocks et en-cours	15	218 202,4	206 606,5
Clients et comptes rattachés	14	16 974,7	16 852,8
Autres actifs courants	14	41 271,1	38 384,1
Actifs d'impôts courants		77,3	910,8
Actifs financiers à la juste valeur - contrepartie résultat	16	876,6	0,1
Trésorerie et équivalent de trésorerie	16	28 306,2	44 635,0
Actifs non courants destinés à être cédés			
TOTAL ACTIFS COURANTS		305 708 ,4	307 389,3
TOTAL ACTIF		574 532,2	575 224,2
PASSIF			
CAPITAUX PROPRES			
Capital émis		31 106,7	31 106,7
Prime liée au capital		13 412,3	13 412,3
Réserves		244 579,1	250 100,7
Résultat de l'exercice		11 590,1	12 656,7
Intérêts minoritaires		40,0	40,8
TOTAL CAPITAUX PROPRES		300 728,1	307 317,2
PASSIFS NON COURANTS			
Emprunts et dettes financières à long terme	18	72 323,0	70 637,4
Passif d'impôt non-courant	20	2 367,5	949,1
Engagement envers le personnel	22 - 23	5 546,9	6 624,7
Provisions à long terme	23	4 216,6	4 590,1
Autres passifs non courants			
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		84 453,9	82 801,4
PASSIFS COURANTS			
Fournisseurs et comptes rattachés	17	72 994,6	80 752,4
Emprunts à court terme	18	59 104,7	41 164,5
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme	18	22 818,4	23 265,0
Passif d'impôt courant		1 149,3	2 810,0
Provisions à court terme			
Autres passifs courants	17	33 283,3	37 113,7
Passifs concernant des actifs non courants destinés à être cédés			
TOTAL PASSIFS COURANTS		189 350,2	185 105,6
TOTAL PASSIF		574 532,2	575 224,2

1.2. Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2014 - (en milliers d'euros)

	Notes	31/12/2013	31/12/2014
Chiffre d'affaires		692 126,0	675 003,8
Autres produits de l'activité		9 700,5	16 337,3
Achats consommés		-425 667,7	-411 158,0
Charges de personnel		-120 446,1	-120 280,4
Charges externes		-108 481,8	-110 922,0
Impôts et taxes		-9 103,6	-8 864,7
Dotations aux amortissements		-16 303,9	-15 447,3
Dotations aux provisions		-947,6	-1 331,9
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis		0,0	0,0
Autres produits et charges d'exploitation		3 696,2	2 436,9
Résultat opérationnel courant		24 572,1	25 773,7
Résultat sur cessions de participations consolidées		0,0	3,87
Autres produits et charges opérationnels	4	5 146,9	64,1
Résultat opérationnel		29 719,0	25 841,6
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		105,1	128,7
Coût de l'endettement financier brut	6	-1 949,6	-1 941,6
Coût de l'endettement financier net		-1 844,5	-1 812,8
Autres produits et charges financiers	5 - 6	-2 815,0	-2 215,2
Charge d'impôt	7	-13 300,7	-9 037,8
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		-168,7	-117,9
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		11 590,1	12 657,8
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
Résultat net		11 590,2	12 657,8
Part du groupe		11 590,1	12 656,7
Participation ne donnant pas le contrôle		0,1	1,1

1.3. Autres éléments du résultat global (retraitements des éléments passés en capitaux propres) - (en milliers d'euros)

Cet état est présenté en suivant les dispositions de la norme IAS1 révisée qui impose de présenter dans un tableau séparé les charges et produits comptabilisés directement en capitaux propres et nommés « Autres éléments du résultat global ».

	31/12/2013	31/12/2014
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	11 590,2	12 657,8
Variation de la juste valeur des actifs disponibles à la vente		
Variation de la juste valeur des instruments financiers de couverture	2 625,7	-49,9
Différences de conversion	-100,8	245,3
Ecart actuariels sur régimes à prestations définies	116,1	-371,4
Autres éléments du résultat global (passés en capitaux propres et nets d'impôts)	2 641,0	-176,0
Résultat global consolidé (1)	14 231,2	12 481,8
Dont résultat global part des minoritaires	0,1	1,1
Dont résultat global part du groupe	14 231,1	12 480,7
Résultat global par action (euros)	2,28	2,01

(1) Le total requis par IAS 1 révisée : « Résultat global consolidé » regroupe les charges et produits comptabilisés directement en résultat de la période et ceux comptabilisés directement en capitaux propres nets d'impôt.

1.4. Tableau de variation des capitaux propres consolidés au 31 décembre 2014 - (en milliers d'euros)

	Capital	Primes liées au capital et réserves	Résultats accumulés	Total capitaux propres, part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Au 1^{er} janvier 2013						
Incidence des corrections d'erreurs						
Situation ajustée au 1^{er} janvier 2013	31 107	1 052	260 503	292 664	40	292 704
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers						
Ecarts de conversion			-101	-101		-101
Résultat de la période			11 590	11 590		11 590
Total des pertes et profits de la période			11 489	11 489		11 489
Dividendes versés			- 6 207	- 6 207		- 6 207
Augmentation de capital						
Mouvements sur actions propres						
Composante fonds propres des émissions obligataires						
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies nets d'effets d'impôts		116		116		116
Couvertures taux IAS 39		2 626		2 626		2 626
Variation périmètre						
Autres variations						
Situation au 31 décembre 2013	31 107	3 794	265 785	688	40	300 728
Au 1^{er} janvier 2014						
Incidence des corrections d'erreurs						
Situation ajustée au 1^{er} janvier 2014						
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers						
Ecarts de conversion			245	245		245
Résultat de la période			12 658	12 657	1	12 658
Total des pertes et profits de la période			12 903	12 902	1	12 903
Dividendes versés			- 5 897	-5 897		- 5 897
Augmentation de capital						
Mouvements sur actions propres						
Composante fonds propres des émissions obligataires						
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies nets d'effets d'impôts		-371		-371		-371
Couvertures taux IAS 39		-50		-50		-50
Variation périmètre						
Autres variations			4	4		4
Situation au 31 décembre 2014	31 107	3 373	272 795	307 276	41	307 317

1.5. Tableau consolidé des flux de trésorerie - (en milliers d'euros)

	31/12/2013	31/12/2014
Résultat net total consolidé	11 590	12 658
Ajustements :		
Elimination du résultat des mises en équivalence	169	118
Elimination des amortissements et provisions	18 498	16 056
Elimination des résultats de cession et des pertes et profits de dilution	-2 805	-5 768
Elimination des produits de dividendes		
Charges et produits calculés liés aux paiements en actions		
Autres produits et charges sans incidence de trésorerie	24	23
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	27 475	23 087
Elimination de la charge (produit) d'impôt	13 268	9 050
Elimination du coût de l'endettement financier net	1 878	1 813
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	42 621	33 950
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement	-14 025	26 650
Impôts payés	-9 177	-9 609
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	19 419	50 991
Incidence des variations de périmètre	0	1
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-12 175	-20 301
Acquisition d'actifs financiers	0	0
Variation des prêts et avances consentis	-482	-1 249
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	6 607	12 873
Cession d'actifs financiers		
Dividendes reçus		
Autres flux liés aux opérations d'investissement		
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	-6 049	-8 675
Augmentation de capital	0	0
Cession (acquisition) nette d'actions propres		-21
Emission d'emprunts	27 229	23 506
Remboursement d'emprunts	-37 300	-39 222
Intérêts financiers nets versés	-1 878	-1 813
Incidence variation de taux de change		
Dividendes payés aux actionnaires du groupe	-6 207	-5 897
Dividendes payés aux minoritaires	-0,3	-0,3
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	-18 156	-23 448
Incidence des changements de principes comptables	-47	22
Variation de la trésorerie	-4 833	18 889
Trésorerie d'ouverture	16 911	12 078
Trésorerie de clôture	12 078	30 968

La variation du besoin en fonds de roulement résulte principalement cette année de la baisse des stocks et du règlement sur l'exercice 2014 d'un litige antérieur.

Les acquisitions d'immobilisations concernent principalement des remodelings en France, l'acquisition du magasin d'Uccle en Belgique, une création et un remodeling aux Pays-Bas. (Cf notes 10 – 11).

Les cessions d'immobilisations correspondent à la vente d'actifs immobiliers principalement en Belgique. (cf note 31)

La trésorerie à la clôture correspond à la somme des disponibilités et VMP corrigées des soldes bancaires créditeurs tels que définis en notes 16 et 18.

1.6. Notes annexes aux états financiers consolidés

Note 1. – Informations générales

Bricorama SA et ses filiales exploitent en France, au Benelux et en Espagne un réseau de magasins de grandes surfaces de bricolage sous les enseignes Bricorama et Batkor en France et en Espagne, Gamma et Karwei au Benelux.

Bricorama SA est une société anonyme enregistrée et domiciliée en France. Son siège social est situé 21a boulevard Jean-Monnet à Villiers-sur-Marne (94350).

La société est cotée sur le marché Alternext sous le numéro FR 00000054421 depuis le 25 juillet 2011, auparavant la société était cotée sur le marché d'Euronext compartiment B.

Ces états financiers consolidés ont été arrêtés le 13 avril 2015 par le Conseil d'Administration. Ils sont exprimés en milliers d'euros arrondis à une décimale, sauf indication contraire.

Note 2. – Résumé des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont exposées ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

Note 2.1 : Base de préparation des états financiers

Les états financiers consolidés du groupe Bricorama ont été préparés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Les états financiers consolidés ont été établis selon la convention des coûts historiques et d'une comptabilité d'engagements à l'exception des actifs financiers disponibles à la vente et des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat.

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La préparation de comptes consolidés conformes aux normes IFRS nécessite la prise en compte par la direction d'hypothèses et d'estimations qui affectent les montants d'éléments d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et les passifs éventuels mentionnés dans les annexes, ainsi que les charges et les produits du compte de résultat. Les montants effectifs révélés ultérieurement peuvent être différents des estimations et des hypothèses retenues. Les principales estimations et hypothèses portent sur :

- Le calcul des provisions pour dépréciation des stocks ;
- Le calcul des engagements de départ à la retraite ;
- Le risque avec le bailleur sur la fermeture du magasin de Séville en Espagne ;
- Les hypothèses d'évolution de l'activité au niveau du Business Plan et les tests d'impairment sur les goodwill.

Les filiales du groupe appartenant essentiellement à la zone euro (€), il n'y a pas lieu d'effectuer de calcul de conversion sauf Bricorama Asia Ltd intégrée en Hong-Kong dollars (HK\$).

Note 2.2 : Périmètre et méthodes de consolidation

2.2.1. Périmètre

Les états financiers consolidés du groupe Bricorama comprennent les comptes de Bricorama SA et de toutes les filiales dans lesquelles Bricorama SA exerce directement ou indirectement un contrôle.

La liste des sociétés du périmètre figure en note 32. Il n'y a pas eu de variation de périmètre sur l'exercice.

Les comptes de toutes les filiales sont arrêtés à la date du 31 décembre 2014.

2.2.2. Méthode de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le groupe exerce directement ou indirectement un contrôle majoritaire sont intégrées globalement. La société Bricoried, qui exploite depuis début 2010 un magasin franchisé Bricorama, et la société Bouwmarkt Ypenburg BV sont consolidées par mise en équivalence. Le groupe n'exerce en effet, aucun contrôle sur leurs fonctionnements, n'ayant pas de mandat et ne faisant pas partie de la Direction.

2.2.3. Information sectorielle

Un secteur d'activité est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits ou de services et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs d'activité. Un secteur géographique est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres environnements économiques dans lesquels le groupe opère.

La norme IFRS 8 conduit à présenter une information sectorielle fondée sur le reporting interne utilisé par la Direction pour évaluer les performances et allouer les ressources aux différents secteurs. En application de cette norme, le

groupe a retenu 4 secteurs à présenter et donne pour chacun d'eux les principaux agrégats financiers utilisés par la Direction pour piloter le groupe (cf. note 9). L'application de cette norme n'a pas d'effet sur le résultat ni sur la situation financière du groupe.

Les 4 secteurs retenus par le groupe sont les suivants :

- activité en France pour l'exploitation des magasins en France, y compris l'activité franchise ;
- activité au Benelux pour l'exploitation des magasins du Benelux ;
- activité en Espagne pour l'exploitation des magasins en Espagne ;
- activité Asie relative aux opérations de sourcing.

2.2.4. Transactions internes

Les transactions entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes à l'ensemble consolidé sont éliminés.

2.2.5. Comptabilisation des opérations en devises

Les transactions libellées en devises étrangères sont converties au cours de change en vigueur à la date de l'opération ou au taux de la couverture de change qui leur est affectée, le cas échéant. En fin d'exercice, les actifs et passifs libellés en devises étrangères et non couverts sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes.

Les pertes et les profits de change découlant du dénouement de ces transactions et ceux découlant de la conversion sont comptabilisés en résultat.

Note 2.3 : Postes du bilan

2.3.1. Immobilisations incorporelles

- Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des sociétés consolidées et la part du groupe dans la juste valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation. Par ailleurs, les écarts d'acquisition tiennent également compte des fonds de commerce acquis lors des rachats directs de magasins.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises ». Selon la norme IAS 36 « Dépréciations d'actifs », la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie, catégorie limitée pour le groupe aux écarts d'acquisition et aux fonds de commerce.

Pour ce test, les écarts d'acquisition sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie, qui correspondent à des ensembles homogènes générant conjointement des flux de trésorerie identifiables. Les modalités des tests de perte de valeur des Unités Génératrices de Trésorerie sont détaillées en note 2.3.6. En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite en marge opérationnelle.

- Logiciels

Les coûts liés à l'acquisition de licences de logiciels sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour acquérir et pour mettre en service les logiciels concernés. Ces coûts sont amortis sur la durée d'utilité estimée des logiciels.

2.3.2. Immobilisations corporelles

- Valeur brute

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation. Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location-financement tels que définies par la norme IAS 17 « Contrats de location », sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements minimaux futurs ou pour leur valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passif financier. Ces immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité décrits ci-dessous.

- Amortissement

Le groupe n'a pas retenu de valeur résiduelle pour ses immobilisations, la plupart des actifs étant destinés à être utilisés jusqu'à la fin de leur durée de vie et il n'est, en règle générale, pas envisagé de les céder.

L'amortissement des immobilisations corporelles à l'exception des terrains est calculé suivant le mode linéaire en fonction de leurs composants et de leur durée d'utilité effective.

Composants constructions	20 ans
Composants toitures	10 ans
Agencements et aménagements	entre 10 et 15 ans
Installations techniques	entre 7 et 10 ans
Matériels et outillages	entre 5 et 7 ans
Matériels de transport	4 ans
Matériels et mobiliers de bureau	entre 3 et 5 ans

2.3.3. Contrats de location-financement

Tous les contrats de crédit-bail immobilier, de crédit-bail mobilier significatifs, de baux commerciaux et de location et de sous-location sont testés pour être qualifiés en contrat de location-financement ou de location simple.

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location-financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs.

Ces immobilisations sont amorties suivant la méthode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée, déterminée selon les mêmes critères que ceux utilisés pour les immobilisations dont le groupe est propriétaire ou bien, en fonction de la durée du contrat. La dette correspondante, nette des intérêts financiers, est inscrite au passif.

Les immobilisations corporelles déterminées en vertu de location financière sont enregistrées au bilan à la juste valeur ou, si cette valeur est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location déterminée, chacune au commencement du contrat de location.

Les frais de location simple sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Un état des engagements par maturité pour les locations immobilières est présenté en note 21.

2.3.4. Immobilisations financières

Les titres de participation des sociétés non consolidées figurent au bilan à leur prix de revient. Une provision pour dépréciation des titres non consolidés est constituée lorsque la juste valeur est inférieure à la valeur d'acquisition.

La valeur d'inventaire des titres significatifs est déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette détenue éventuellement corrigée et des perspectives.

Les actifs financiers comprennent essentiellement des dépôts de garantie versés dans le cadre de baux commerciaux. En cas de risque de non recouvrabilité, l'éventuelle perte de valeur fait l'objet d'une provision.

2.3.5. Actifs destinés à être cédés

Les actifs et passifs qui sont immédiatement disponibles pour être vendus, et dont la vente est hautement probable, sont classés en actifs et passifs destinés à être cédés.

Quand plusieurs actifs sont destinés à être cédés lors d'une transaction unique, on considère le groupe d'actifs dans son ensemble ainsi que les passifs qui s'y rattachent.

Les éventuels actifs, ou groupes d'actifs, destinés à être cédés sont évalués au montant le plus faible entre la valeur nette comptable et la juste valeur nette des coûts de cession. En application de la norme IAS 12, un impôt différé est constaté sur la différence entre la valeur en consolidation des titres cédés et leur valeur fiscale.

Ils sont classés respectivement sur deux lignes du bilan consolidé et sur une ligne du compte de résultat.

A chaque clôture, la valeur des actifs et passifs est revue afin de déterminer s'il y a lieu de constater une perte ou un profit dans le cas où la juste valeur nette des coûts de cession aurait évolué.

2.3.6. Dépréciation des actifs

Les immobilisations ayant une durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties et sont soumises à un test annuel de dépréciation. Ce test est réalisé lors de la clôture annuelle.

Les actifs amortis sont soumis à un test de dépréciation lorsqu'en raison de circonstances ou d'événements particuliers, la recouvrabilité de leur valeur comptable est mise en doute ce qui constitue un indice de perte de valeur. Une

dépréciation est comptabilisée à concurrence de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif.

Le principal indice de perte de valeur retenu et considéré comme pertinent dans la distribution d'articles de bricolage correspond au taux de baisse du chiffre d'affaires d'un fonds de commerce par rapport à l'année précédente. Le principal événement défavorable pouvant impacter le chiffre d'affaires est l'évolution de la concurrence.

Les tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable qui correspond au montant le plus élevé entre leur valeur vénale et leur valeur d'utilité, estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs générés par leur utilisation.

Pour les écarts d'acquisition et les autres immobilisations incorporelles, un test de dépréciation est effectué chaque année selon les modalités suivantes :

Les écarts d'acquisition sont affectés aux Unités Génératrices de Trésorerie du groupe correspondant aux zones géographiques dans lesquelles les activités sont exercées (France, Benelux, Espagne).

La valeur recouvrable des Unités Génératrices de Trésorerie est déterminée sur la base des calculs de la valeur d'utilité. Ces calculs sont effectués à partir de la projection des free cash flows sur cinq ans basée sur le plan d'affaires de la Direction. Le business plan n'intègre pas les effets des ouvertures de magasins ou des agrandissements futurs pour lesquels aucune dépense n'a encore été comptabilisée. Les flux de trésorerie sont extrapolés à partir des taux de croissance estimés indiqués ci-après. Le taux de croissance retenu ne saurait dépasser le taux de croissance moyen à long terme du secteur d'activité de l'Unité Génératrice de Trésorerie.

La Direction a budgété les résultats des Unités Génératrices de Trésorerie en fonction des performances passées et du développement du marché qu'elle anticipe. Les taux de croissance moyens pondérés utilisés sont cohérents avec les prévisions figurant dans les rapports sur le secteur d'activité. Les taux d'actualisation utilisés reflètent les risques inhérents au secteur concerné.

Paramètres du modèle appliqués aux projections de flux de trésorerie

		Taux de croissance (valeur terminale)		Taux d'actualisation		Perte de valeur comptabilisée	
	VNC UGT	31/12/13	31/12/12	31/12/13	31/12/12	2013	2012
France	192 056	1,5	1,5	7,52 %	7,30 %	0	0
Benelux	152 346	1,5	1,5	7,64 %	6,60 %	0	0
Espagne	7 416	1,8	1,5	9,39 %	8,40 %	0	0
Total	351 818	-	-	-	-	0	0

Le taux d'actualisation a été déterminé à partir du taux d'un placement sans risque évalué à 4 %. Sur la base d'un taux déterminé par un bureau d'analyse financière indépendant qui correspond à une combinaison de taux observés sur différentes devises européennes et/ou des écarts de spreads souverains. Ce taux intègre donc une prime de taille. A ce taux sans risque est rajoutée une prime de marché et de risque pays.

Au 31 décembre 2014, les tests réalisés n'ont pas entraîné de constatation de dépréciation.

Des tests de sensibilité sont également réalisés sur les valeurs déterminées à partir des projections des free cash flow. Ces tests portent sur une modification du taux de croissance du chiffre d'affaires et du taux d'actualisation pour -2 %, -1 %, +1 % et +2 %. Les résultats obtenus par UGT sont les suivants :

France

Evolution valeur utilité en K€ en cas de variation taux de croissance et wacc

WACC	taux de croissance			
	-0,50	0,50	2,50	3,50
5,30 %	370 207	429 877	676 998	1 006 386
6,30 %	314 944	354 986	498 246	646 565
8,30 %	242 491	263 253	326 236	377 386
9,30 %	217 510	233 193	278 388	312 658

Aucune hypothèse impliquant une dépréciation de la valeur

Benelux

Evolution valeur utilité en K€ en cas de variation taux de croissance et wacc

WACC	taux de croissance			
	-0,50	0,50	2,50	3,50
4,60 %	181 112	213 944	373 072	669 245
5,60 %	150 662	171 255	252 088	350 058
7,60 %	112 503	122 153	152 702	179 074
8,60 %	99 785	106 772	127 538	143 971

Aucune hypothèse impliquant une dépréciation de la valeur

Espagne

Evolution valeur utilité en K€ en cas de variation taux de croissance et wacc

WACC	taux de croissance			
	-0,50	0,50	2,50	3,50
6,40 %	13 415	15 058	20 851	26 729
7,40 %	11 549	12 702	16 400	19 660
9,40 %	8 974	9 603	11 396	12 742
10,40 %	8 051	8 533	9 855	10 798

Aucune hypothèse impliquant une dépréciation de la valeur

2.3.7. Stocks et créances

2.3.7.1. Stocks

Les stocks ne correspondent qu'à des valeurs de marchandises. Ils sont comptabilisés selon la méthode du coût d'achat en tenant compte de l'incidence des ristournes, de l'escompte ainsi que des coûts accessoires d'achats. Lorsque la valeur de réalisation est inférieure au coût d'achat, une provision pour décote est constituée à hauteur de la différence entre la valeur brute et la valeur probable de réalisation. Les décotes sur stocks sont calculées entre autre, sur la base d'un inventaire en magasins des produits pour lesquels une remise est nécessaire.

2.3.7.2. Créances

Les créances sur clients en compte : Il s'agit de quelques clients qui ne paient pas en caisse au comptant mais à échéance. Le risque là aussi est faible car ces créances clients concernent soit des Administrations (par définition sans risque), soit des artisans ou commerçants dont la créance est garantie par la SFAC ou la COFACE.

Les créances sont évaluées pour leur valeur nominale et une provision spécifique est constituée pour les créances identifiées comme étant douteuses.

Dépréciation des créances échues : au regard de notre activité (paiement essentiellement comptant) le risque d'impayé est relativement faible sur nos encaissements.

2.3.8. Actifs et passifs financiers

2.3.8.1. Actifs financiers

En application de la norme IAS 39, les actifs financiers sont classés suivant l'une des cinq catégories suivantes :

- Les actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat ;
- Les dérivés ;
- Les prêts et créances ;
- Les actifs détenus jusqu'à échéance ;
- Les actifs disponibles à la vente.

La classification détermine le traitement comptable de ces instruments. Elle est déterminée par le groupe à la date de comptabilisation initiale, en fonction de l'objectif suivant lequel ces actifs ont été acquis. Les achats et ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction, date à laquelle le groupe est engagé dans l'achat ou la vente de l'actif.

a. Les actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat

Il s'agit d'actifs financiers détenus par le groupe à des fins de réalisation d'un profit de cession à court terme, ou encore d'actifs financiers volontairement classés dans cette catégorie.

Ces actifs sont évalués à la juste valeur avec enregistrement des variations de valeur en résultat.

Classés en actifs courants dans les équivalents de trésorerie, ces instruments financiers comprennent notamment les parts d'OPCVM de trésorerie.

b. Les prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers, dont les paiements sont déterminés ou déterminables, qui ne sont pas cotés sur un marché actif et qui ne sont ni détenus à des fins de transaction ni disponibles à la vente.

Ces actifs sont évalués initialement à la juste valeur, puis au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour les créances à court terme sans taux d'intérêt déclaré, la juste valeur est assimilée au montant de la facture d'origine sauf si le taux d'intérêt effectif a un impact significatif.

Ces actifs font l'objet de tests de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.

Les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances et les créances commerciales sont inclus dans cette catégorie. Ils figurent en actifs financiers et en créances commerciales.

c. Les actifs détenus jusqu'à échéance

Les actifs détenus jusqu'à échéance sont des actifs financiers, autres que les prêts et les créances, ayant une échéance fixée, dont les paiements sont déterminés ou déterminables, et que le groupe a l'intention et la capacité de détenir jusqu'à cette échéance. Ces actifs sont comptabilisés initialement à la juste valeur puis au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ils font l'objet de tests de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.

Les actifs détenus jusqu'à échéance sont présentés en actifs financiers.

d. Les actifs disponibles à la vente

Point non applicable au groupe Bricorama.

2.3.8.2. Dettes financières et intérêts financiers

Les passifs financiers sont essentiellement constitués des emprunts bancaires, des découverts bancaires et des emprunts sur location-financement.

Les dettes financières sont initialement comptabilisées à leur juste valeur qui correspond au montant des fonds reçus net des coûts de transaction afférents.

Les charges financières sur dettes financières sont comptabilisées en charge en fonction de la durée de l'engagement sur la base du taux d'intérêt effectif. La prise en compte de ce taux d'intérêts effectif n'est appliquée qu'après réalisation de tests sur tous les nouveaux contrats d'emprunts et uniquement si les impacts sur les comptes consolidés sont significatifs.

Les dettes financières sont classées en éléments courants si elles sont exigibles ou renouvelables dans le délai d'un an au maximum.

2.3.8.3. Instruments dérivés

Selon les règles du groupe, les différentes sociétés consolidées ne doivent prendre aucune position spéculative en matière financière. Par conséquent, tous les instruments dérivés conclus par les sociétés du groupe ne le sont qu'à des fins de couverture.

En matière de risque de taux, les dettes et prêts financiers à taux fixe couverts par des swaps de taux sont valorisés au bilan à leur valeur de marché. Les variations de juste valeur de ces dettes sont enregistrées dans le coût de l'endettement financier, et compensées par la comptabilisation des variations de juste valeur des dérivés de couverture attachés. Les dettes et prêts financiers à taux variable sont valorisés au coût qui correspond à la juste valeur de marché. Les swaps ou caps qui les couvrent sont valorisés au bilan à leur valeur de marché et les variations de leur valeur pour

leur partie efficace sont enregistrées directement en capitaux propres sur la ligne « couverture des taux IAS 39 » sur le tableau de variation des capitaux propres consolidés.

La juste valeur des instruments dérivés de taux est leur valeur de marché. Cette valeur de marché communiquée par les banques et par une société financière spécialisée est calculée par actualisation des flux futurs au taux d'intérêt en vigueur à la clôture. La société retient la valeur la moins favorable par prudence.

2.3.9. Comptes de régularisation d'actifs

Les comptes de régularisation d'actifs comprennent les charges payées d'avance imputables à la période suivante.

2.3.10. Provisions pour risques et charges

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque le groupe a une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers résultant d'événements passés et dont la mesure peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Si le montant ou l'échéance ne peuvent être estimés avec suffisamment de fiabilité, il s'agit alors d'un passif éventuel constituant un engagement du groupe sauf dans le cadre des acquisitions dont les passifs éventuels sont comptabilisés au bilan consolidé.

Les provisions significatives pour autres passifs dont les dates de paiement peuvent être anticipées font l'objet d'une actualisation.

2.3.11. Avantages du personnel

Le groupe comptabilise en provisions les avantages du personnel résultant des contrats à prestations définies. Ils concernent les engagements de retraite en France et les couvertures d'assurance retraite en Belgique. Conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraite et assimilés en France sont évalués en interne. La méthode d'actualisation retenue, identique pour tout le groupe, s'appuie cependant sur des hypothèses propres à chaque pays (taux de cotisation, turnover, progression salariale). La société reconnaît en capitaux propres les écarts actuariels non reconnus. Les modalités de calculs des engagements de retraite sont exposées en note 22.

2.3.12. Capital

- Plans de souscription et d'achat d'actions à prix unitaire convenu

Point non applicable au groupe : pas de stock option.

- Titres d'autocontrôle

Tous les titres d'autocontrôle détenus par le groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

2.3.13. Impôts sur les résultats

1/. La loi de finance 2010 n° 2009-1673, a supprimé la taxe professionnelle et la remplace par la Contribution Economique Territoriale (CET), constituée de deux composantes qui s'additionnent :

- La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) ;
- La Cotisation sur la Valeur Ajoutée (CVAE).

La CVAE, qui selon l'analyse du groupe répond à la définition d'un impôt sur le résultat telle qu'énoncée par IAS 12.2 (« impôts dus sur la base des bénéfices imposables ») est classée en impôt sur le résultat (cf note 7). Pour conduire son analyse, la société a notamment pris en considération les décisions de rejet d'ajout du sujet à son agenda formulées par l'IFRIC en mars 2006 et mai 2009 sur la question du champ d'application de la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat ». L'IFRIC a en effet précisé que, pour entrer dans le champ d'IAS 12, un impôt doit être calculé sur la base d'un montant net de produits et de charges et que ce montant net peut être différent du résultat net comptable. Le groupe a jugé que la CVAE remplissait les caractéristiques mentionnées dans cette conclusion, dans la mesure où la valeur ajoutée constitue le niveau intermédiaire de résultat qui sert systématiquement de base, selon les règles fiscales françaises, à la détermination du montant dû au titre de la CVAE.

2/. Le groupe comptabilise des impôts différés selon la méthode du report variable pour l'ensemble des différences temporaires entre les valeurs fiscales et les valeurs comptables des actifs et passifs enregistrées au bilan consolidé à l'exception :

- des écarts d'acquisition ;
- des écarts d'évaluation portant sur des actifs incorporels non amortis ne pouvant être cédés séparément de l'entreprise acquise.

Les impôts non récupérables relatifs aux propositions de distribution de dividendes des entités consolidées sont provisionnés. Aucun impôt n'est provisionné au titre de la distribution éventuelle de réserves.

Les impôts latents sur les éléments d'actifs incorporels réévalués dans les comptes individuels ne sont pas provisionnés tant que la cession des biens concernés n'est pas envisagée.

Les actifs d'impôts différés correspondant à des déficits fiscaux reportables ne sont pris en compte qu'en cas de probabilité de récupération calculée sur la base de comptes provisionnels de résultat opérationnel courant à 5 ans démontrant l'existence probable de bénéfices imposables attendus à moyen terme. Conformément à la norme IFRS 3, ces actifs d'impôts différés peuvent donner lieu à une diminution de la valeur de l'écart d'acquisition constaté au moment de l'acquisition de l'entité concernée.

3/. Le groupe comptabilise le crédit impôt recherche (CIR) en déduction des impôts.

Note 2.4 : Postes du compte de résultat

2.4.1. Reconnaissance du revenu

Le chiffre d'affaires est constitué par les ventes et les prestations de services à des tiers. Les ventes sont enregistrées à leur juste valeur dans le compte de résultat lorsque les risques et les avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur. Le chiffre d'affaires est retraité du montant acquis par les porteurs de la carte Bricobonus, conformément à la norme comptable IFRIC 13.

2.4.2. Autres produits et charges opérationnels

Ce poste recouvre d'une part les produits et charges non liés à l'activité récurrente (résultat de cessions d'actifs, indemnités diverses) et d'autre part les éléments, d'un montant significatif, qui ne correspondent pas à l'activité courante.

2.4.3. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel comprend l'ensemble des produits et des charges autres que le résultat financier et l'impôt sur les sociétés.

2.4.4. Charges financières nettes

Ce poste inclut les charges d'intérêts sur les fonds empruntés à l'extérieur, y compris les obligations remboursables en actions.

Il comprend également :

- les différences de change sur les actifs et passifs financiers ;
- les variations de juste valeur des instruments dérivés de taux d'intérêt et de change affectant le compte de résultat ;
- les effets de l'actualisation des actifs et des passifs financiers ;
- les variations de la valeur recouvrable des titres de participations non consolidés ;
- les écarts de conversions ;
- les dividendes ;
- les produits d'intérêts.

Les dividendes sont enregistrés en résultat lorsqu'ils ont été votés par l'Assemblée Générale de la société qui les distribue. Les produits d'intérêts sont inscrits en « prorata temporis » en tenant compte du taux d'intérêt effectif de l'instrument financier auquel ils se rattachent.

2.4.5. Détermination du résultat net par action

Le résultat net par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net consolidé part du groupe par le nombre d'actions composant le capital au 31 décembre, y compris les actions détenues en propre.

Le résultat net consolidé part du groupe dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante. Ce calcul repose sur l'hypothèse que toutes les options seront souscrites par voie d'augmentation de capital.

2.4.6. Evénements postérieurs à la clôture

La valeur des actifs et passifs à la date du bilan est ajustée lorsque des événements altèrent les montants relatifs aux situations existantes à la date de clôture.

Ces ajustements ont lieu jusqu'à la date d'approbation des comptes par le Conseil d'Administration.

Note 3. – Marge commerciale et coût des marchandises vendues

	31/12/2013	31/12/2014
Stocks initial de marchandises -Brut	222 705,7	219 826,8
Achats de marchandises	-422 877,8	-399 693,5
Reprise Provision stocks matière première et marchandises	89,0	154,5
Total achats marchandises	-422 788,8	-399 539,0
Stocks final de marchandises	219 826,8	208 207,8
Coût des marchandises vendues	-425 667,7	-411 158,0
Ventes de marchandises	692 126,0	675 003,8
Production vendue de biens	0,0	0,0
Marge	266 458,4	263 845,8
Taux de marge brute	38,48 %	39,09 %

Note 4. – Autres produits et charges opérationnels

	31/12/2013	31/12/2014
VNC des immobilisations corporelles et incorporelles cédées	-3 802,4	-7 109,2
Produits de cession d'immobilisation corporelle	6 607,0	12 873,5
PV/MV cession d'actifs non courants	2 804,7	5 764,3
Dotations aux provisions pour risques et charges exceptionnels	-3 317,8	-111,9
Reprise exceptionnelle / Provisions exceptionnelles autres	309,8	231,5
Variation nettes des provisions risques et charges	-3 008,1	119,5
Autres charges exceptionnelles	-1 228,0	-6 167,1
Autres produits exceptionnels	6 116,3	0,0
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	1,5	0,0
Transfert de charges exceptionnelles	460,6	347,3
Dépréciations d'actifs non courants	5 350,3	-5 819,8
Autres charges exceptionnelles	0,0	0,0
Total autres produits et charges opérationnels	5 146,9	64,0

Les plus values sur cession d'actifs correspondent aux cessions en Belgique des magasins de Wommelgem, Roeselare et Maldegem. (cf note 31)

Les autres charges exceptionnelles correspondent au remboursement à Mr Bricolage de la somme initialement passée en produit au cours de l'exercice 2013 suite à une décision de justice rendue en octobre 2014 qui a condamné Bricorama à payer la somme de 5 millions d'euros devant une cour d'appel nouvellement constituée.

Note 5. – Autres produits et charges financiers

	31/12/2013	31/12/2014
Dividendes	0,0	0,0
Produits de cession de titres	0,0	0,0
Produits d'intérêts et de cession des autres actifs	2 551,8	55,2
Profit sur dérivés de trading	45,0	0,0
Autres produits financiers	0,0	0,0
Total autres produits financiers	2 596,9	55,2
Pertes sur dérivés de trading	-241,4	0,0
Autres charges financières	-5 170,5	-2 270,3
Total autres charges financières	-5 411,9	-2 270,3
Autres produits et charges financiers	-2 815,0	-2 215,2

Le poste «autres charges financières» correspond essentiellement aux intérêts d'emprunt.

Note 6. – Résultat financier

	31/12/2013	31/12/2014
Revenus des équivalents de trésorerie	105,1	128,7
Charges d'intérêts	-1 983,2	-1 941,6
Dotations/Amortissement primes de remboursement des obligations	33,6	0,0
Coût de l'endettement financier net	-1 844,5	-1 812,8
Pertes de change	-241,4	0,0
Gains de change	45,0	0,0
Résultat net de change	-196,4	0,0
Résultat de cession	0,0	0,0
Dividendes reçus	0,0	0,0
Autres charges financières	-5 170,5	-2 270,3
Autres produits financiers	0,0	0,0
Revenus actifs financiers hors équivalent de trésorerie	2 551,8	55,2
Autres produits et charges financiers	-2 618,6	-2 215,2
Total autres produits et charges financières	-2 815,0	-2 215,2
Résultat financier	-4 659,5	- 4 028,0

Note 7. – Charge d'impôt sur les sociétés

	31/12/2013	31/12/2014
Impôts courants	-7 587,2	-8 139,7
Reclassement CVAE en Impôt	-2 404,3	-2 296,4
Impôts différés	-3 309,2	1 398,3
Total de l'impôt sur les résultats	-13 300,7	-9 037,8

Le montant de l'impôt sur les sociétés du groupe est différent du montant théorique qui ressortirait de l'application du taux d'imposition moyen pondéré applicable aux bénéfices des sociétés consolidées en raison des éléments suivants :

	31/12/2013	31/12/2014
Résultat avant impôt	24 890,9	21 695,6
Impôt au taux normal France	8 985,6	8 244,3
Impôt réel	13 300,7	9 037,8
Taux théorique	36,10 %	38,00 %
Taux réel	53,44 %	41,66 %
Ecart d'impôt	4 315,1	793,5
Effet des différences de taux d'imposition	558,5	-354,6
Effet des variations de taux d'imposition	-1 035,8	-1 358,8
Effet des différences permanentes	1 971,9	1 817,1
Déficits reportables	2 766,5	875,7
Redressements fiscaux et autres différences	21,1	-173,4
Provision I D A	32,9	-12,4
Total	4 315,1	793,5

Les montants des pertes fiscales non utilisées sont de :

- en Espagne : 21 306,1 milliers d'euros ;
- en Belgique : 877,9 milliers d'euros ;
- aux Pays-Bas : 7 142,4 milliers d'euros ;
- en France : 385,8 milliers d'euros.

Nature de l'impôt différé	2013		2014	
	Impacts positifs	Impacts négatifs	Impacts positifs	Impacts négatifs
Ajustement de crédit-bail IAS 17		944,7		837,6
Retraitement écart évaluation actif		196,9		520,6
Engagements retraites	1 986,0		2 276,3	
Retraitements stocks IFRS	877,0		828,2	
Retraitements amortissements dérogatoires		529,2		415,3
Participation salariés	609,9		505,0	
Organic	864,9		717,5	
Neutralisation cessions fonds de commerce	1 538,8		790,8	
Divers : retraitements durées amortissements IFRS		681,5		148,6
Indemnité à recevoir		2 208,0		
Retraitement CVAE	58,0		36,1	
Annulation provisions internes		1 629,5		1 833,5
Total	5 934,6	6 189,8	5 153,9	3 805,7

Il n'existe pas d'éléments latents sur les activités abandonnées.

Note 8. – Résultats par action

Résultat net non dilué - Le résultat net par action avant dilution est calculé en divisant le bénéfice net consolidé revenant aux actionnaires de la société par le nombre d'actions ordinaires en circulation au 31 décembre de l'exercice.

	31/12/2013	31/12/2014
Nombre d'action total (unités)	6 221 343	6 221 343
Nombre moyen pondéré d'action en circulation pendant la période (unités) (excluant les actions propres retenues pour le résultat net par action)	6 207 256	6 207 256
Résultat net, part du groupe	11 590	12 658
Résultat par action (en euros)	1,86	2,03

Note 9. – Information sectorielle

Bilan consolidé par activité 2013

ACTIF	France	Benelux	Espagne	Asie	Autres	Elimination inter secteur	Total
ACTIFS NON COURANTS							
Goodwill	86 015,8	86 665,9	2 578,9	0,0	0,0	0,0	175 260,5
Autres Immobilisations Incorporelles	2 602,0	83,7	1,1	0,0	0,0	0,0	2 686,8
Immobilisations Corporelles	40 724,4	31 370,9	6 171,9	3,2	0,0	0,0	78 270,5
Participations entreprises associées	94,9	-50,9	0,0	0,0	0,0	0,0	44,0
Autres actifs financiers non courants	82 571,1	-15 925,5	-2 919,7	-994,6	-2 706,0	-49 575,6	10 449,7
Actifs d'impôts non-courants	0,0	1 817,7	294,6	0,0	0,0	0,0	2 112,3
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	212 008,3	103 961,8	6 126,8	-991,4	-2 706,0	-49 575,6	268 823,8
ACTIFS COURANTS							
Stocks et en-cours	147 628,4	61 794,2	8 779,8	0,0	0,0	0,0	218 202,4
Clients et comptes rattachés	19 249,7	2 495,8	69,1	1 308,5	25,8	-6 174,1	16 974,7
Autres actifs courants	83 341,7	33 257,0	696,5	0,0	1 497,0	-77 521,2	41 271,1
Actifs d'impôts courants	0,9	76,4	0,0	0,0	0,0	0,0	77,3
Actifs financiers à la juste valeur - contrepartie résultat	876,5	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	876,6
Trésorerie et équivalent de trésorerie	9 970,4	17 147,4	846,8	341,6	0,0	0,0	28 306,2
TOTAL ACTIFS COURANTS	261 067,6	114 770,9	10 392,1	1 650,1	1 523,0	-83 695,3	305 708,4
TOTAL ACTIF	473 075,8	218 732,7	16 518,9	658,7	-1 183,0	-133 270,9	574 532,2

PASSIF	France	Benelux	Espagne	Asie	Autres	Elimination inter secteur	Total
CAPITAUX PROPRES							
Capital émis	31 106,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	31 106,7
Primes liées au capital	13 412,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	13 412,3
Réserves	193 096,0	62 987,5	-10 109,7	-196,0	-1 198,7	0,0	244 579,1
Résultat de l'exercice	15 140,9	1 870,5	-6 242,5	808,0	13,2	0,0	11 590,1
Participation ne donnant pas le contrôle	5,6	34,1	0,0	0,3	0,0	0,0	40,0
TOTAL CAPITAUX PROPRES	252 761,4	64 892,2	-16 352,2	612,3	-1 185,5	0,0	300 728,1
PASSIFS NON COURANTS							
Emprunts et dettes financières à long terme	66 496,1	52 901,3	2 501,1	0,0	0,0	-49 575,6	72 323,0
Passif d'impôt non-courant	1 583,0	784,5	0,0	0,0	0,0	0,0	2 367,5
Engagement envers le personnel	4 770,8	776,1	0,0	0,0	0,0	0,0	5 546,8
Provisions à long terme	788,3	86,9	3 341,4	0,0	0,0	0,0	4 216,6
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	73 638,1	54 548,8	5 842,5	0,0	0,0	-49 575,6	84 453,9
PASSIFS COURANTS							
Fournisseurs et comptes rattachés	56 874,9	13 605,8	8 640,8	46,4	0,9	-6 174,1	72 994,6
Emprunts à court terme	39 570,7	19 534,0	0,0	0,0	0,0	0,0	59 104,7
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme	20 146,6	2 200,5	471,3	0,0	0,0	0,0	22 818,4
Passif d'impôt courant	279,4	854,0	15,9	0,0	0,0	0,0	1 149,3
Autres passifs courants	29 804,7	63 097,4	17 900,6	0,0	1,7	-77 521,2	33 283,3
TOTAL PASSIFS COURANTS	146 676,3	99 291,7	27 028,6	46,4	2,5	-83 695,3	189 350,2
TOTAL PASSIF	473 075,8	218 732,7	16 518,9	658,7	-1 183,0	-133 270,9	574 532,2

Bilan consolidé par activité 2014

ACTIF	France	Benelux	Espagne	Asie	Autres	Elimination inter secteur	Total
ACTIFS NON COURANTS							
Goodwill	86 015,8	86 665,9	2 578,9	0,0	0,0	0,0	175 260,5
Autres Immobilisations Incorporelles	1 905,5	89,7	0,1	0,0	0,0	0,0	1 995,3
Immobilisations Corporelles	38 863,6	32 168,1	5 619,6	1,8	0,0	0,0	76 653,2
Immeubles de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Participations entreprises associées	43,3	-112,6	0,0	0,0	0,0	0,0	-69,3
Autres actifs financiers non courants	79 195,6	-15 925,5	-1 987,5	-985,1	-2 706,0	-45 893,9	11 697,6
Actifs d'impôts non-courants	426,0	1 589,2	282,2	0,0	0,0	0,0	2 297,5
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	206 449,9	104 474,8	6 493,3	-983,3	-2 706,0	-45 893,9	267 834,8
ACTIFS COURANTS							
Stocks et en-cours	137 548,3	61 328,1	7 730,1	0,0	0,0	0,0	206 606,5
Clients et comptes rattachés	21 161,6	1 357,0	166,1	1 582,2	48,8	-7 462,8	16 852,8
Autres actifs courants	88 251,8	35 990,8	714,1	0,7	1 487,4	-88 060,6	38 384,1
Actifs d'impôts courants	875,4	35,4	0,0	0,0	0,0	0,0	910,8
Trésorerie et équivalent de trésorerie	31 220,8	12 444,4	867,4	102,4	0,0	0,0	44 635,0
TOTAL ACTIFS COURANTS	279 057,9	111 155,7	9 477,7	1 685,3	1 536,3	-95 523,4	307 389,3
TOTAL ACTIF	485 507,8	215 630,5	15 971,0	702,0	-1 169,7	-141 417,4	575 224,2

PASSIF	France	Benelux	Espagne	Asie	Autres	Elimination inter secteur	Total
CAPITAUX PROPRES							
Capital émis	31 106,7		0,0	0,0	0,0	0,0	31 106,7
Primes liées au capital	13 412,3						13 412,3
Réserves	202 621,3	64 782,3	-16 352,2	234,9	-1 185,5	0,0	250 100,7
Résultat de l'exercice	8 067,1	6 024,3	-1 886,3	441,7	9,9	0,0	12 656,7
Participation ne donnant pas le contrôle	5,5	35,0	0,0	0,3	0,0	0,0	40,8
TOTAL CAPITAUX PROPRES	255 212,9	70 841,7	-18 238,6	676,9	-1 175,6	0,0	307 317,2
PASSIFS NON COURANTS							
Emprunts et dettes financières à long terme	64 589,3	49 428,3	2 619,8	0,0	0,0	-46 000,0	70 637,4
Passif d'impôt non-courant	0,0	949,1	0,0	0,0	0,0	0,0	949,1
Engagement envers le personnel	5 589,3	1 035,5	0,0				6 624,7
Provisions à long terme	920,9	-	3 669,2	0,0	0,0	0,0	4 590,1
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	71 099,4	51 412,9	6 289,0	0,0	0,0	-46 000,0	82 801,3
PASSIFS COURANTS							
							0,0
Fournisseurs et comptes rattachés	64 551,8	14 729,7	8 906,5	25,1	2,1	-7 462,8	80 752,4
Emprunts à court terme	39 777,2	1 386,9	0,0	0,0	0,4	0,0	41 164,5
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme	20 770,9	2 191,4	302,7	0,0	0,0	0,0	23 264,0
Passif d'impôt courant	0,0	2 794,0	15,9	0,0	0,0	0,0	2 810,0
Autres passifs courants	34 095,5	72 273,9	18 695,4	-0,0	3,5	-87 954,5	37 113,7
TOTAL PASSIFS COURANTS	159 194,5	93 375,9	27 920,5	25,1	5,9	-95 417,3	185 104,6
TOTAL PASSIF	485 507,8	215 630,5	15 971,0	702,0	-1 169,7	-141 417,4	575 224,2

Compte de résultat par activité 2013

	France	Benelux	Espagne	Asie	Autres	Elimination inter secteur	Total
Chiffre d'affaires	449 063,6	224 008,1	19 362,8			-308,5	692 126,0
Autres produits de l'activité	9 634,0	958,2	38,5	1 053,4		-1 983,6	9 700,5
Achats consommés	-274 686,5	-140 255,7	-12 096,7			1 371,2	-425 667,7
Charges de personnel	-81 322,5	-35 110,8	-3 907,4	-105,4			-120 446,1
Charges externes	-69 044,0	-35 744,7	-4 490,5	-130,8	-2,0	930,2	-108 481,8
Impôts et taxes	-7 222,0	-1 736,6	-140,6	-3,2	-1,3		-9 103,6
Dotation aux amortissements	-9 171,6	-6 440,6	-691,3	-0,3			-16 303,9
Dotation aux provisions	-890,7	-20,0	-36,9				-947,6
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis							
Autres produits et charges d'exploitation	4 164,1	-564,4	105,8			-9,3	3 696,2
Résultat opérationnel courant	20 524,4	5 093,5	-1 856,2	813,7	-3,2	0,0	24 572,1
Résultat sur cessions de participations consolidées	0,0						0,0
Autres produits et charges opérationnels	8 527,8	660,6	-4 041,4				5 146,9
Résultat opérationnel	29 052,2	5 754,1	-5 897,6	813,7	-3,2	0,0	29 719,0
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	11,3	93,9			0,0		105,1
Coût de l'endettement financier brut	-1 538,6	-375,7	-35,3				-1 949,6
Coût de l'endettement financier net	-1 527,3	-281,9	-35,3	0,0	0,0	0,0	-1 844,5
Autres produits et charges financiers	-1 317,9	-1 178,6	-309,5	-5,7	23,0	-26,3	-2 815,0
Charge d'impôt	-10 984,9	-2 309,2	0,0		-6,6		-13 300,7
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-80,9	-87,8					-168,7
Résultat net	15 141,2	1 896,6	-6 242,5	808,0	13,2	-26,3	11 590,2
Part du groupe	15 140,9	1 896,8	-6 242,5	808,0	13,2	-26,3	11 590,2
Participation ne donnant pas le contrôle	0,3	-0,2					0,1

Compte de résultat par activité 2014

	France	Benelux	Espagne	Asie	Autres	Elimination inter secteur	Total
Chiffre d'affaires	437 057,8	219 324,9	19 019,0			-397,8	675 003,8
Autres produits de l'activité	15 246,5	1 965,7	22,9	788,4		-1 686,2	16 337,3
Achats consommés	-261 387,5	-138 984,5	-11 918,0	-54,8	0,0	1 186,8	-411 158,0
Charges de personnel	-82 966,5	-33 661,6	-3 495,7	-156,6			-120 280,4
Charges externes	-71 792,4	-35 652,7	-4 270,3	-99,9	-4,4	897,7	-110 922,0
Impôts et taxes	-7 011,7	-1 775,3	-43,8	-33,6	-0,2		-8 864,7
Dotation aux amortissements	-8 977,1	-5 825,6	-642,9	-1,7			-15 447,3
Dotation aux provisions	-1 205,2	-80,0	-46,7				-1 331,9
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis							
Autres produits et charges d'exploitation	2 417,5	15,1	4,7			-0,4	2 436,9
Résultat opérationnel courant	21 381,4	5 325,9	-1 370,7	441,7	-4,6	0,0	25 773,7
Résultat sur cessions de participations consolidées	3,8						3,8
Autres produits et charges opérationnels	-5 123,4	5 401,6	-214,1				64,1
Résultat opérationnel	16 261,8	10 727,5	-1 584,9	441,7	-4,6	0,0	25 841,6
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	30,5	98,2	0,0		0,0		128,7
Coût de l'endettement financier brut	-1 627,0	-295,1	-19,4				-1 941,6
Coût de l'endettement financier net	-1 596,5	-196,9	-19,4	0,0	0,0	0,0	-1 812,8
Autres produits et charges financiers	-239,2	-1 065,2	-282,1	0,0	19,4	-648,3	-2 215,2
Charge d'impôt	-5 680,6	-3 352,3	0,0		-4,9		-9 037,8
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-56,2	-61,7					-117,9
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	8 689,3	6 051,5	-1 886,3	441,7	9,9	-648,3	12 657,8
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession							
Résultat net	8 689,3	6 051,5	-1 886,3	441,7	9,9	-648,3	12 657,8
Part du groupe	8 689,1	6 050,5	-1 886,3	441,7	9,9	-648,3	12 656,7
Participation ne donnant pas le contrôle	0,2	0,9					1,1

De par son activité, la société n'a pas d'information sectorielle secondaire. La société exerce un seul métier qui est la vente d'articles de bricolage. Conformément à l'analyse faite en interne au moyen d'états de gestion analysant l'activité du groupe par pays, l'information sectorielle se limite à l'information sectorielle primaire géographique.

Note 10. – Immobilisations incorporelles

	Goodwill	Autres Immobilisations Incorporelles	Total
Valeur brute au 1 ^{er} janvier	176 291,6	13 048,8	189 340,5
Acquisitions		403,8	403,8
Cessions		-21,9	-21,9
Reclassement	0,0	27,9	27,9
Variation de périmètre			0,0
Valeur brute au 31 décembre 2014	176 291,6	13 458,6	189 750,2
Amortissements cumulés au 31 décembre 2014	-1 031,1	-11 463,3	-12 494,4
Valeur nette comptable au 1^{er} janvier 2014	175 260,5	2 686,8	177 947,3
Valeur nette comptable au 31 décembre 2014	175 260,5	1 995,3	177 255,8

Les développements informatiques en France expliquent essentiellement cette évolution des immobilisations incorporelles.

Tests de dépréciation des écarts d'acquisition - Les écarts d'acquisition sont affectés aux groupes d'Unités Génératrices de Trésorerie du groupe qui correspondent aux 3 zones géographiques dans lesquelles les activités sont exercées.

Le tableau ci-dessous résume l'affectation des écarts d'acquisition aux Unités Génératrices de Trésorerie :

	France	Benelux	Espagne	Total
Valeur brute au 1 ^{er} janvier 2014	86 015,8	87 696,9	2 578,9	176 291,6
Acquisitions				
Cessions				
Valeur brute au 31 décembre 2014	86 015,8	87 696,9	2 578,9	176 291,6
Dépréciation cumulée au 1 ^{er} janvier 2014		-1 031,1		-1 031,1
Ajustements liés aux actifs d'impôts différés				
Autres				
Dépréciations cumulées au 31 décembre 2014		-1 031,1		-1 031,1
Valeur nette comptable au 1^{er} janvier 2014	86 015,8	86 665,8	2 578,9	175 260,5
Valeur nette comptable au 31 décembre 2014	86 015,8	86 665,8	2 578,9	175 260,5

Note 11. – Immobilisations corporelles

Immobilisations corporelles	31/12/2013	Acquisitions	Cessions	Dotations	Variations de périmètre	Autres Variations	31/12/2014
Terrains	8 336,4	3 681,4	-363,0			0,0	11 654,7
Constructions	89 484,0	9 331,6	-8 265,4			505,1	91 055,3
Installations technique, matériel et outillage	26 099,0	1 906,2	-183,4		0,0	49,0	27 870,8
Autres immobilisations corporelles	93 218,6	3 615,6	-2 006,9		0,0	653,4	95 480,7
Immobilisations corporelles en cours	1 996,1	1 305,7	0,0			-1 212,1	2 089,6
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	0,0					0,0	0,0
Total immobilisations corporelles	219 134,1	19 840,4	-10 818,8	0,0	0,0	-4,6	228 151,1
Amortissement/Provisions constructions	-53 539,2	0,0	1 559,6	-4 742,5	0,0	0,0	-56 722,2
Amortissement/Provisions install technique, matériel et outillage	-20 534,2	0,0	179,7	-1 605,9	0,0	-20,9	-21 981,3
Amortissement/Provisions autres immobilisations corporelles	-65 917,4	0,0	1 945,3	-7 860,7	0,0	-2,2	-71 834,9
Provisions sur terrains	-872,8	0,0	36,8	-123,5			-959,5
Amortissement/Provisions immobilisations corporelles en cours	0,0	0,0	0,0				0,0
Provisions avances et acomptes sur immobilisations corporelles	0,0		0,0				0,0
Total amortissements - provisions	-140 863,5	0,0	3 721,3	-14 332,6	0,0	-23,0	-151 497,8
Total valeur nette	78 270,5	19 840,4	-7 097,5	-14 332,6	0,0	-27,6	76 653,2

La colonne « autres variations » intègre les transferts sur immobilisations en cours dans les postes d'immobilisations concernés. Ces immobilisations concernent essentiellement des projets d'ouverture de magasins réalisées sur deux exercices comptables.

Note 12. – Autres actifs financiers

Ils s'élèvent à 11,7 millions d'euros au 31 décembre 2014 contre 10,4 millions d'euros au 31 décembre 2013 et sont principalement constitués de dépôts de garantie versés en France.

Note 13. – Instruments financiers dérivés

Note 13.1 – Risque de change et de taux

Afin de gérer son exposition aux risques de change et de taux d'intérêt qui découlent de ses opérations courantes, le groupe utilise des instruments dérivés négociés avec des contreparties de premier plan.

Conformément aux règles du groupe, ces instruments dérivés de change et de taux d'intérêt sont mis en place exclusivement à des fins de couverture.

Bricorama procède à des tests d'efficacité sur les instruments de taux d'intérêts prospectifs et rétrospectifs afin de s'assurer de l'efficacité des contrats de couverture. Si la couverture est jugée efficace, c'est-à-dire que la variation de la juste valeur de l'instrument financier rapporté à la variation de la juste valeur du sous-jacent est comprise entre 80 et 125 %, la juste valeur des instruments financiers est comptabilisée par situation nette. Dans le cas contraire, leur juste valeur est inscrite en résultat.

Note 13.2 - Couverture du risque de change

Le groupe est exposé au risque de change sur des transactions commerciales comptabilisées au bilan et sur des transactions futures ayant un caractère hautement probable.

La politique du groupe en matière d'exposition au risque de change sur ses opérations commerciales futures est de couvrir au minimum 80 % du risque de change par des instruments dérivés dès lors que les budgets d'exploitation sont arrêtés dans les filiales du groupe.

L'ensemble des flux futurs en devises du groupe fait l'objet de prévisions détaillées à l'horizon de l'année budgétaire à venir. Les risques de change mis en évidence sont couverts par des achats ou des ventes à terme ou par des options,

afin de réduire au maximum la position de change par devises de chaque filiale. La durée de vie de ces instruments est en adéquation avec les flux de règlements du groupe.

Les sociétés du groupe ayant par ailleurs l'obligation d'emprunter et de placer leur trésorerie dans leur propre devise, les risques de change générés par la gestion de leur trésorerie courante sont pratiquement inexistantes.

Les instruments financiers dérivés détenus dans un but de couverture du risque de change ont tous une maturité inférieure à 18 mois à l'origine et se détaillent comme suit :

(en milliers d'euros)	Nominal		Valeur de marché	
	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2014
Change à terme				
Achat d'euros contre devises				
Dont EUR/USD	9 033	3 990	-284	115
Options de change				
Dont options EUR/USD				
Total	9 033	3 990	-284	115

La juste valeur des instruments dérivés est leur valeur de marché. Le groupe n'a pas de position en devises significatives non couvertes au bilan.

Note 13.3 - Couverture du risque de taux d'intérêt

Le groupe se refinance principalement à taux variables et utilise des instruments dérivés de taux pour réduire l'exposition nette au risque de taux d'intérêt. Ceux-ci ne sont jamais détenus à des fins spéculatives.

Afin de supprimer ou limiter les risques d'incohérence entre l'instrument dérivé et le sous-jacent, la politique de l'entreprise en matière d'emprunts est de négocier des échéances trimestrielles (année civile), et de mettre en place des contrats de couvertures aux mêmes dates.

Ces instruments dérivés sont principalement des contrats d'échanges (swaps) et d'options de taux d'intérêt (achats de caps) négociés de gré à gré.

Les valeurs de marché de ces instruments, telles que détaillées, ci-dessous sont à mettre en regard des valeurs de marché des dettes qu'ils couvrent.

Les instruments dérivés de taux sont les suivants :

(en milliers d'euros)	Nominal		Valeur de marché	
	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2014
Couverture cumulées de flux de trésorerie	295 000	265 000	-5 557	-5 586
Couverture de juste valeur				
Dérivés non qualifiés				
Total	295 000	265 000	-5 557	-5 586

La juste valeur des instruments dérivés de taux est la valeur de marché. La valeur de marché des instruments financiers de taux est calculée par actualisation des flux futurs au taux d'intérêt en vigueur à la clôture.

Les tests de sensibilité sur l'évolution de la valeur de marché des instruments financiers, en fonction d'une variation de la courbe des taux de plus ou moins 50 points de base (bps) donnent les résultats suivants :

- + 0,50 points de base (bps) : nouvelle valeur de marché -4 000,2 milliers d'euros
- - 0,50 points de base (bps) (soit base euribor 3M à 0 %) : nouvelle valeur de marché -6 633,4 milliers d'euros

La différence entre ces valeurs et la valeur de marché constatée au 31 décembre 2014 représente l'impact probable d'une évolution des taux sur les capitaux propres du groupe.

Les échéances des instruments dérivés de taux ventilés par nature de couverture se déclinent comme suit (les contrats dont la durée d'exécution est supérieure à 12 mois sont classés à plus d'1 an) :

(en milliers d'euros)	31/12/2013			31/12/2014			Total juste valeur au 31/12/2014
	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	
Couverture de flux de trésorerie							
Swaps de taux emprunteurs taux fixes	80 000	215 000		60 000	195 000		255 000
Caps achats					10 000		10 000
Couverture de flux de juste valeur							
Swaps de taux emprunteurs taux variables							
Dérivés non qualifiés							
Swaps de taux variables/variables							
Total	80 000	215 000		60 000	205 000		265 000

Note 14. – Clients et autres actifs courants

	31/12/2013	31/12/2014
Clients et comptes rattachés	18 902,7	18 249,9
Créances sur personnel et organismes sociaux	1 509,5	2 084,0
Créances fiscales - hors IS	4 267,9	4 009,5
Comptes courants - actif	1 116,6	1 261,5
Autres créances	31 707,9	28 738,6
Charges constatées d'avance	3 025,8	2 691,4
Total autres actifs courants	41 627,8	38 784,9
Provisions clients et comptes rattachés	-1 928,0	-1 397,1
Provisions autres créances et intérêts courus	-356,7	-400,8
Total des provisions	-2 284,8	-1 797,9
Total clients et autres actifs courants	58 245,8	55 236,9

Les principaux types de créances sont :

a. Les créances sur franchisés (ce qui ne concerne que la France).

Une provision est constatée lorsque la probabilité de recouvrement est remise en cause.

b. Autres créances composées essentiellement des ristournes de fin d'année à recevoir.

C'est le montant le plus significatif. Le risque de non recouvrement est cependant faible car les sommes concernées résultent de l'application des contrats fournisseurs et sont déduits des factures de marchandises de l'exercice suivant.

c. Les créances sur clients en compte

Il s'agit de quelques clients qui ne paient pas à la caisse au comptant, mais à échéance. Le risque là aussi est faible car ces créances clients concernent soit des Administrations (par définition sans risque), soit des artisans ou commerçants dont la créance est garantie par la SFAC ou la COFACE.

Les provisions sont déterminées en fonction du risque de non recouvrabilité desdites créances.

La quasi-totalité des clients et autres actifs courants ont une échéance inférieure à 1 an.

Note 15. – Stocks

	31/12/2013	31/12/2014
Stocks de marchandises	219 826,8	208 207,8
Provisions sur stocks de marchandises	-1 624,3	-1 601,3
Stocks de marchandises nets	218 202,4	206 606,5

Note 16. – Trésorerie et équivalents de trésorerie

	31/12/2013	31/12/2014
Valeur mobilière de placement	876,6	0,1
Disponibilités	28 306,2	44 635,0
Total valeur mobilière de placement et disponibilités	29 182,8	44 635,1

Le montant des VMP est de 0,1 milliers d'euros au 31 décembre 2014 contre 876,6 milliers d'euros l'année précédente. Les disponibilités au 31 décembre 2014 sont des positions comptables qui se compensent par d'autres positions crédi-trices telles qu'évoquées en note 19.

A fin décembre 2014, le montant des effets à payer à échéance immédiate échus au 31 décembre 2014 et non débités au 31 décembre 2014 et conservé en fournisseurs est non significatif alors qu'il était de 2,2 millions d'euros en 2013.

Note 17. – Fournisseurs et autres passifs courants

	31/12/2013	31/12/2014
Dettes fournisseurs	72 927,0	80 741,2
Dettes sur acquisition d'actifs	67,6	11,2
Total fournisseurs et autres	72 994,6	80 752,4
Passif d'impôt courant	1 149,3	2 810,0
Dettes sociales	19 777,9	19 202,8
Dettes fiscales	6 474,4	6 132,1
Comptes courants - passif	8,8	96,8
Autres dettes	6 859,3	11 567,9
Produits constatés d'avance et autres comptes de régularisation	162,9	114,1
Total autres passifs courants	33 283,3	37 113,7
Total général	107 427,2	120 676,1

La totalité des fournisseurs et autres passifs courants ont une échéance à moins d'un an.

Le poste de dettes fournisseurs comprend les effets à payer tels que décrits en note 16.

Le crédit fournisseur moyen consolidé ressort à 58 jours en 2014 contre 51 jours en 2013.

Note 18. – Emprunts

	31/12/2013	31/12/2014
Dettes envers les établissements de crédit	67 144,9	65 938,4
Dettes sur immobilisations en location financement	4 745,7	4 374,8
Emprunt et dettes financières diverses	432,3	324,1
Total des emprunts portant intérêt non courant	72 323,0	70 637,4
Dettes envers les établissements de crédit	22 447,7	22 894,1
Concours bancaires courants	59 104,7	41 164,5
Dettes sur immobilisations en location financement	370,7	370,9
Total des emprunts portant intérêt courant	81 923,0	64 429,5
Total général	154 246,0	135 066,9

Le volume des dettes résulte du financement des acquisitions, des créations de magasins, des développements informatiques et les conséquences sur le BFR de la loi dite LME.

Les dates contractuelles de révision des taux et l'exposition des emprunts du groupe aux fluctuations des taux d'intérêt se présentent comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2013	31/12/2014
Moins d'un an (*)	81 923,1	64 429,5
De 1 an à 5 ans	67 684,6	69 043,6
De 5 ans à 10 ans	4 638,4	1 593,8
Total	154 246,0	135 066,9
Dont à taux fixes	6 045,9	5 142,0
Dont à taux variables	148 200,1	129 925,0
(*) Dont spots	42 000,0	29 000,0
(*) Dont soldes bancaires créditeurs	17 104,7	12 164,5

Le montant des lignes court terme non utilisées au 31 décembre 2014 est de 63,2 millions d'euros.

Note 19. – Covenants

La plupart des contrats d'emprunt sont assortis de clauses de remboursement anticipé, à l'initiative du prêteur, en cas de dépassement de certains ratios financiers. Dans l'hypothèse d'un dépassement de ces ratios financiers d'une part et d'une demande expresse de remboursement anticipé des emprunts concernés par les prêteurs d'autre part, le Groupe serait amené à rembourser par anticipation l'en-cours des contrats, soit en utilisant sa trésorerie excédentaire, soit en contractant de nouveaux financements auprès de nouveaux prêteurs.

Les principaux ratios financiers à respecter sont les suivants :

		Position Bricorama
Dettes financières nettes / Capitaux propres	<= 1	0,28
Dettes financières nettes / Résultat opérationnel	<= 5	3,30
Dettes financières nettes / Excédent brut d'exploitation	<= 3,5	1,99
EBE/frais financiers nets	>10	23,47

Les dettes financières s'entendent hors impact des valorisations mark to market des opérations de couverture de taux détaillées en note 13.

Au 31 décembre 2014, tous les ratios financiers sont respectés.

La société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

Note 20. – Impôts différés

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles et que les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale.

Au 31 décembre 2014, les impôts différés actifs s'élèvent à 2,3 millions d'euros et sont répartis de la façon suivante :

- France : 0,4 million d'euros ;
- Benelux : 1,6 millions d'euros ;
- Espagne : 0,3 million d'euros.

Le tableau ci-dessous indique les montants après compensation, le cas échéant :

Evolution des postes au bilan	01/01/2014	Reclassements et ajustements	Règlement	Charge	31/12/2014
Impôts courants :					
Actif	77,3	833,5			910,8
Passif	1 149,2	3 129,9	9 608,9	8 139,7	2 810,0
Total	1 071,9	2 296,4	9 608,9	8 139,7	1 899,2
Impôts différés :					
Actif	2 112,3	1 083,3		-898,1	2 297,5
Passif	2 367,4	-1 418,3			949,1
Total	- 255,1	2 501,6		-898,1	1 348,4
Actif consolidé	2 189,7	1 916,7	-	-898,1	3 208,3
Passif consolidé	3 516,7	1 711,5	9 608,9	8 139,7	3 759,1
Total	-1 327,02	205,18	9 608,9	- 9 037,8	-550,8

Impôts différés- La charge d'impôts différés est déterminée selon la méthode comptable précisée en note 7.

Impôts courants - La charge d'impôts courants est égale aux montants d'impôt sur les sociétés dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays.

Le taux de base de l'impôt sur les sociétés en France est de 33,33 %. La loi sur le financement de la sécurité sociale n° 99-1140 du 29 décembre 1999 a instauré un complément d'imposition égal à 3,3 % de l'impôt de base dû, majorant ainsi le taux légal d'imposition de 1,1 %. En 2013, il est constaté en sus une contribution exceptionnelle portée de 5,0 % à 10,7 % du montant de l'IS, majorant le taux légal d'imposition de 3,57 %.

Le taux de base en Belgique est de 33,99 %, aux Pays-Bas de 25 % et en Espagne de 30,0 %.

Note 21. – Contrats de location

Note 21.1. Contrats de location-financement

Les contrats de location-financement souscrits par le groupe ne portent que sur des biens immobiliers.

Les paiements minimaux futurs au 31 décembre 2014 sont détaillés ci-dessous :

31/12/2014	Moins d'un an	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total des paiements minimaux futurs	Valeur actualisée total des paiements minimaux futurs
Location-financement de biens immobiliers	1 672,4	1 956,7	885,0	4 514,4	3 794,0

Les contrats de location-financement retraités au 31 décembre 2014 ne comportent pas de clause d'ajustement conditionnel des loyers. Ils portent sur des durées allant de 12 à 15 ans avec, majoritairement, une option d'achat à la fin du contrat.

La ventilation des paiements minimaux futurs au 31 décembre 2014 par nature de taux est détaillée ci-dessous :

31/12/2014	Moins d'un an	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total des paiements minimaux futurs
Location-financement à taux variables				
Location-financement à taux fixes	1 672,1	1 956,7	885,0	4 514,4
Valeur des options d'achat en fin de contrats	1 118,5	386,4		1 504,9

Note 21.2. Contrats de location simple

Le montant des loyers annuels comptabilisés en 2014 et relatifs aux sièges et aux magasins exploités par le groupe s'élève à 46,8 millions d'euros hors taxe.

Les contrats de location simple souscrits par le Groupe portent essentiellement sur des biens immobiliers. Les paiements minimaux futurs au 31 décembre 2014 à effectuer pour les contrats de location simple non résiliables et portant sur les biens immobiliers sont présentés ci-après :

31/12/2014	Moins d'un an	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total des paiements minimaux futurs
Location simple de biens immobiliers	34 402,9	55 916,0	30 499,0	120 817,9

Les contrats de location simple immobilière en France relatifs à l'exploitation des magasins et en relation avec une entreprise liée (cf note 31) sont résiliables à tout moment moyennant un préavis de 6 mois.

Les autres contrats de location simple immobilière sont dans la quasi-totalité des contrats commerciaux portant sur des durées de 3, 6, 9 ou 12 ans sans option d'achat.

En France, ils sont indexés pour la plupart annuellement par rapport à l'indice du coût de la construction ou à celui des loyers commerciaux.

Au Benelux, les loyers sont indexés selon les principaux indices suivants :

- aux Pays-Bas selon l'indice des prix à la consommation ;
- en Belgique selon l'indice des prix à la consommation ou l'indice santé.

En Espagne, les loyers sont indexés selon l'indice des prix à la consommation.

Le groupe loue également du matériel et différentes installations (sécurité,...) dans le cadre de contrats de location simple, résiliables généralement à l'échéance avec préavis de six mois. La charge de location est imputée au compte de résultat durant l'exercice au titre des contrats de location.

Note 21.3. Opérations de cession-bail

Aucune opération de cession-bail n'a été réalisée au cours de la période.

Note 22. – Engagements de retraite et avantages assimilés

Les salariés du groupe bénéficient, dans certains pays, de compléments de retraite versés annuellement aux retraités, ou d'indemnités de départ en retraite versées en une fois au moment du départ à la retraite.

Les engagements de retraite et avantages assimilés ne concernent que la France et la Belgique. Pour les Pays-Bas et l'Espagne le groupe n'est pas engagé.

Les hypothèses de taux de mortalité futurs reposent sur des données provenant de statistiques publiées et de données historiques pour chaque pays et sont les suivantes :

- l'âge moyen de départ à la retraite d'un salarié est de 62 ans pour les employés, 62 ans pour les agents de maîtrise et 67 ans pour les cadres ; en Belgique, il est de 63 ans pour les femmes et 65 ans pour les hommes.
- l'espérance de vie (en nombre moyen d'années) d'un salarié après son départ à la retraite est calculée selon la table de mortalité hommes/femmes 2003/2005.

Les prestations accordées sont :

- en France, les indemnités de départ à la retraite en cas de départ à la retraite au sein de la société, il n'existe pas de contrat d'assurances.
- en Belgique, au niveau de l'employeur un capital retraite (but à atteindre) est versé en cas de départ à la retraite au sein de l'entreprise couvert en partie par un fonds d'assurance alimenté par les cotisations employeur (seule la part employeur est prise en compte).

	France	Belgique	Total
Effectif concerné	2 208	290	2 498
Age moyen	40 ans	44 ans	41 ans
Ancienneté moyenne	11 ans	10 ans	11 ans

Evolution de l'engagement	France	Belgique	Total
Engagement actuariel au 31/12/2013	4 770,8	2 242,7	7 013,5
Coût des services rendus	312,7	203,4	516,1
Charge d'intérêts	163,4	79,5	242,9
Prestations réglées par l'employeur	-92,2	-55,5	-147,7
Pertes ou gains actuariels engagement	434,6	140,9	575,5
Engagement actuariel au 31/12/2014	5 589,3	2 611,0	8 200,3

Evolution des écarts actuariels	France	Belgique	Total
Ecarts actuariels non reconnus au 31/12/2013	0,0	0,0	0,0
Pertes et gains actuariels engagement	434,6	140,9	575,5
Pertes et gains actuariels actifs de couverture	0,0	13,6	13,6
Constatés en capitaux propres	434,6	154,5	589,1
Ecarts actuariels non reconnus au 31/12/2014	0,0	0,0	0,0

Evolution de la provision	France	Belgique	Total
Provision au 31/12/2013	4 770,8	776,1	5 546,8
Coût des services rendus	312,7	203,4	516,1
Charge d'intérêts	163,4	79,5	242,9
Rendement attendu des actifs de couverture	0,0	-49,4	-49,4
Gains et pertes actuariels (capitaux propres)	434,6	154,5	589,1
Cotisations employeur	0,0	-128,5	-128,5
Prestations réglées par l'employeur	-92,2	0,0	-92,2
Provision au 31/12/2014	5 589,3	1 035,5	6 624,7

Décomposition au 31/12/2014	France	Belgique	Total
Engagement actuariel	5 589,3	2 611,0	8 200,3
Juste valeur des actifs	0,0	1 575,6	1 575,6
Solde	5 589,3	1 035,5	6 624,7

Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

	France	Belgique
- taux d'actualisation	1,80 %	1,50 %
- taux de rendement des actifs de couverture	-	2,00 %
- taux d'augmentation des salaires	de 0,5 % à 3,00 %	2,00 %
- taux de turnover (en fonction de l'âge)	de 1 % à 25 %	de 1 % à 20 %
- âge de retraite (en fonction de la catégorie)	de 62 à 67 ans	de 63 à 65 ans

Les écarts actuariels sont passés en capitaux propres dans l'exercice.

Note 23. – Provisions pour autres passifs

	31/12/2013	31/12/2014
Engagements envers le personnel	5 546,8	6 624,7
Autres provisions	4 216,6	4 590,1
Provisions non courantes	9 763,4	11 214,8
Provisions courantes	0,0	0,0
Total général	9 763,4	11 214,8

Détail par nature	31/12/2013	31/12/2014
Provisions pour risques d'exploitation	3 075,1	3 415,3
Provisions pour engagements de retraite	5 546,8	6 624,7
Provisions sur risques magasins	281,3	718,0
Provisions pour impôts et taxes	380,1	367,7
Autres provisions	480,1	89,1
Total des provisions	9 763,4	11 214,8
dont provisions non courantes, engagements envers le personnel	5 546,8	6 624,7
dont provisions non courantes autres	3 369,8	3 697,6
dont provisions courantes	846,8	892,5
Total	9 763,4	11 214,8

Evolution du poste	2014
Au 1^{er} janvier 2014	9 763,4
Variations affectant le compte de résultat :	
Dotations	1 278,9
Utilisations	-444,1
Reprises de provisions	-225,8
Autres variations	842,3
Total au 31 décembre 2014	11 214,8

La principale dotation de l'année est relative à l'évolution de la provision pour retraite.

Les provisions reprises ont été utilisées ou ajustées en fonction de l'évolution des dossiers.

Note 24. – Engagements

Engagements donnés	31/12/2013	31/12/2014
Cautions	3 964	4 580
Garanties	18 388	7 955
Total	22 352	12 535

Nature de l'engagement	Montant de l'engagement	Probabilité de voir l'engagement se réaliser	Impact potentiel sur les comptes
Loyers	4 564	Faible	Montant du loyer
Autres frais (EDF, ...)	16	Faible	Montant de l'engagement
Dettes emprunts filiales	6 147	Faible	Néant
Dettes crédit-bail filiales	1 808	Faible	Néant

Au 31 décembre 2014, le groupe était engagé au titre de crédits documentaires pour 9 486 milliers d'US dollars. Les garanties sont données par Bricorama SA et correspondent principalement aux emprunts et lignes court terme souscrits auprès des établissements de crédit par ses filiales. Le groupe n'escompte pas ses créances.

Engagements reçus - Le groupe bénéficie de conventions de garantie d'actif et de passif négociées à l'occasion des acquisitions réalisées au cours des années précédentes.

Note 25. – Incertitudes

Le litige avec le bailleur sur la fermeture du magasin de Séville : en première instance, le tribunal a condamné Bricorama le 20 mars 2014 à indemniser le propriétaire à hauteur de 6,7 millions d'euros. Le groupe a fait appel de cette

décision et reste dans l'attente du jugement. Au regard du dossier et après estimation du risque, le montant provisionné dans les comptes 2014 a été légèrement réévalué et s'élève désormais à 3,4 millions d'euros.

Dans le cadre du litige avec Mr Bricolage, la société Bricorama a été condamnée devant une Cour d'Appel nouvellement constituée à payer 5 millions d'euros. Cette somme est provisionnée dans les comptes 2014 et décaissée en janvier 2015. La société Mr Bricolage s'est à nouveau pourvue en Cassation suite à l'arrêt rendu.

Note 26. – Dividende par action

Les dividendes versés en 2013 au titre de l'exercice 2012 et en 2012 au titre de l'exercice 2011 se sont élevés respectivement à 6 221 343 euros (1 euro par action) et à 8 087 746 euros (1,30 euro par action). Un dividende de 0,95 euro par action au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013, représentant une distribution totale de 5 910 276 euros a été versé en 2014. Un dividende de 0,95 euro par action sera proposé lors de l'Assemblée Générale des actionnaires du 22 juin 2015. Cette distribution n'est pas comptabilisée en charges à payer dans les états financiers.

Note 27. – Rémunération des principaux dirigeants

(en milliers d'euros)	31/12/2013	31/12/2014
Salaires et avantage	1 473	1 208

Les membres des comités de direction des pays couvrent l'ensemble des principales fonctions de l'entreprise (direction générale, direction financière, directions pays, direction des achats et direction de l'expansion).

Il n'existe pas d'accord particulier en cas de fin de mission d'un membre du comité de direction, au-delà des conditions légales et conventionnelles.

Note 28. – Événements postérieurs à la clôture

Les principaux événements sont :

- La confirmation par le Conseil d'Etat, le 24 février 2015, du décret autorisant l'ouverture le dimanche aux magasins de bricolage concerne essentiellement nos magasins parisiens.
- La reprise au 1^{er} janvier 2015 de 9 magasins du groupe GNUVA, un des principaux franchisés Mr Bricolage et situés dans le sud-ouest de la France. Le chiffre d'affaires annuel actuel de ces magasins est de l'ordre de 38 millions d'euros.
- La reprise au 1^{er} février 2015 de 2 magasins franchisés Bricorama à Lannion et Minihiy-Tréguier en France.
- Le transfert au mois de mars, du magasin d'Orgeval sur un nouveau site et au nouveau concept sur une surface de vente de 9 450 m².
- L'extension du magasin de Blois (+ 2 100 m²).
- Le transfert aux Pays-Bas du magasin de Deventer, en mars 2015.
- Le remodeling en Espagne du magasin d'Abrera.

Il n'existe pas à ce jour d'autres événements significatifs postérieurs à la clôture qui peuvent avoir un impact sur les résultats.

Note 31. – Sociétés liées

Les principaux montants en relation avec les entreprises liées sont les suivants :

(en euros)		Solde au 31/12/2014		Mouvements au 31/12/2014		Engagement	Nature de la transaction	Garanties données ou reçues
Sociétés concernées	Sociétés liées	Actif	Passif	Total charges	Total produits			
Bricorama SA	La Maison du 13ème	206 542	207 485		172 127		prestations	néant
	La Maison du 13ème			772 769		311 726	loyers	néant
	La Maison du 13ème	153 570					dépôts	néant
	Promo Brico	67 422			56 185		prestations	néant
	Autres sociétés	205 081	6 348	68 081	106 674		prestations	néant
Bricorama France SAS	La Maison du 13ème	16 686	4 096 342	19 744 809		8 388 603	loyers	néant
	La Maison du 13ème	4 104 046					dépôts	néant
	La Maison du 13ème				1 579 169		cession d'actif	néant
	Promo Brico	1 810	1 345 781	6 611 374	4 639	2 635 105	loyers	néant
	Promo Brico	1 386 984					dépôts	néant
	Point Cadres et Bestove	17 099	162 295	1 411 335	24 644		achats de marchandises	néant
	Autres sociétés		314 271	1 458 113			loyers/prestations	néant
	Autres sociétés	472 488					dépôts	néant
Bricorama NV	Belgium Properties Retailers	694 867	25 416	966 719	6 317 759	4 332 205	loyers/cession d'actif	néant
	Wickes Land Development	7 600		445 369	7 600	1 552 547	loyers	néant
Maatschap Bouwmarkt Gent	Belgium Properties Retailers			234 007		426 418	loyers	néant
	Wickes Land Development			119 155		431 773	loyers	néant
Robo NV	Belgium Properties Retailers				1 680 131		cession d'actif	néant
CB Bouwmarkten	Belgium Properties Retailers				2 540 215	510 000	loyers / cession d'actif	néant
Maz BVBA	Belgium Properties Retailers			204 379		190 090	loyers	néant
Boco BV	Belgium Properties Retailers			188 005		289 775	loyers	néant
Mekowa	Belgium Properties Retailers			257 530		633 199	loyers	néant
Interbrico SA	Belgium Properties Retailers			234 482		417 601	loyers	néant
Bricorama BV	Immo Vastgoed Holland BV			1 298 574		13 424 897	loyers	néant
	Immo Vastgoed Holland BV				150 000		prestations	néant
	Immo Vastgoed Holland BV	51 243			51 243		prestations	néant
	OFS Traders	15 724			15 724		prestations	néant
	Goldi Holding BV	7 552			7 552		prestations	néant
	Goldi Beheer	1 573			1 573		prestations	néant
	Goldi Vastgoed	7 980			7 980		prestations	néant
	Kodden Raalte Beheer BV	4 744			4 744		prestations	néant
Megara BV	Immo Vastgoed Holland BV			303 514		2 449 962	loyers	néant
Rubus Bouwmarkt BV	Immo Vastgoed Holland BV			988 158		6 052 839	loyers	néant
Bouwmarkt Haarlem BV	Immo Vastgoed Holland BV			254 543		1 022 807	loyers	néant
	OFS Traders			1 048 270		7 216 820	loyers	néant
Bouwmarkt Elburg BV	Immo Vastgoed Holland BV			257 796		855 492	loyers	néant
Bouwmarkt Apeldoorn BV	Goldi Vastgoed Apeldoorn BV			531 993		3 489 079	loyers	néant
	Goldi Holding BV			357			prestations	néant
Bouwmarkt Deventer BV	Goldi Beheer & Exploitatie Mij BV			104 865		687 756	loyers	néant
	Goldi Holding BV			849			prestations	néant
Bouwmarkt Eibergen BV	Goldi Holding BV			214 999		1 721 316	Loyers	néant
Bouwmarkt Zutphen BV	Goldi Holding BV			289 879		2 330 704	Loyers	néant
Bouwmarkt Raalte BV	Kodden Raalte Beheer BV			316 278		2 552 999	loyers	néant
	Goldi Holding BV			55			prestations	néant
Batkor Finance BV	Goldi Holding BV	3 522						
Bouwmarkt Ypenburg BV	Immo Vastgoed Holland BV			324 114		3 936 667	loyers	néant
Total		7 426 532	6 157 938	38 650 370	12 727 959	65 860 380		

Les opérations non récurrentes de l'exercice 2014 concernent les cessions d'actifs immobiliers réalisées à des valeurs de marché ayant fait l'objet de valorisation par un expert indépendant.

Les actifs concernés sont Machelen, Wommelgem, Roeselare et Maldegem.

Note 32. – Sociétés consolidées au 31 décembre 2014

Entreprises	Siège	N° Siren	Contrôle	Méthode	Entrée	Sortie
France :						
Bricorama SA	Villiers-sur-Marne	957 504 608	Sté Mère	I.G.	01/1997	
Bricorama France SAS	Roanne	406 680 314	99,77 %	I.G.	06/1997	
Brico 3 SAS	Villiers-sur-Marne	480.441.534	100 %	I.G.	12/2004	
Eoliennes Bricorama 2 SAS	Villiers-sur-Marne	487 603 714	100 %	I.G.	11/2005	
Bricoried SAS	Selestat	424 833 739	49 %	M.E.E.	06/2008	
SCI Immobilière Bricailleterie	Villiers-sur-Marne	394 237 408	100 %	I.G.	01/2009	
Galeries Lindoises SAS	Lalinde	330 345 380	100 %	I.G.	03/2009	
SCI Tamme	Soustons	490 286 135	99 %	I.G.	10/2009	
SARL Léomille	Chemillé	503 536 633	100 %	I.G.	04/2010	
À l'étranger :						
Bricorama BV	Breda	Etrangère	100 %	I.G.	06/1997	
Bricorama NV	Anvers	Etrangère	100 %	I.G.	06/1997	
Bouwmar NV	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Robo NV	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Gruto BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
CB Bouwmarkten NV	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Boco NV	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Andenne Bricolage BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Mag BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
DIY Retail Service BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Maz BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Maatschap Bouwmarkt Gent BV	Gent	Étrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Rubus Bouwmarkt BV	Hillegom	Etrangère	100 %	I.G.	01/2004	
Megara BV	Leerdam	Etrangère	100 %	I.G.	01/2004	
Bricorama Méditerranée SL	Valladolid	Etrangère	100 %	I.G.	04/2004	
Bricorama Iberia SL	Valladolid	Etrangère	100 %	I.G.	01/2006	
Mekowa BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	01/2006	
Bouwmarkt Haarlem BV	Haarlem	Etrangère	100 %	I.G.	01/2007	
Bouwmarkt Beverwijk BV	Beverwijk	Etrangère	100 %	I.G.	01/2007	
Interbrico SA	Bastogne	Etrangère	100 %	I.G.	01/2007	
Batkor Finance BV	Breda	Etrangère	100 %	I.G.	01/2007	
Bouwmarkt Elburg BV	Elburg	Etrangère	100 %	I.G.	01/2008	
Hasco Bouwmarkt BV	Best	Etrangère	100 %	I.G.	01/2009	
Bricorama Bouwmarkten II BV	Breda	Etrangère	100 %	I.G.	01/2010	
Bricorama Bouwmarkt Apeldoorn BV	Apeldoorn	Etrangère	100 %	I.G.	01/2010	
Legerstock Vermeersch - Andries NV	Anvers	Etrangère	100 %	I.G.	04/2010	
Bouwmarkt Apeldoorn BV	Apeldoorn	Etrangère	100 %	I.G.	07/2011	
Bouwmarkt Deventer BV	Deventer	Etrangère	100 %	I.G.	07/2011	
Bouwmarkt Eibergen BV	Eibergen	Etrangère	100 %	I.G.	07/2011	
Bouwmarkt Zutphen BV	Zutphen	Etrangère	100 %	I.G.	07/2011	
Bouwmarkt Raalte BV	Raalte	Etrangère	100 %	I.G.	07/2011	
Bouwmarkt Ypenburg BV	H.I. Ambacht	Etrangère	50 %	M.E.E.	11/2011	
Bricorama Asia Ltd	Hong-Kong	Etrangère	100 %	I.G.	09/2012	

2. - Comptes sociaux

2.1 Bilan au 31 décembre 2014 - (en milliers d'euros)

Actif	Notes	31/12/2013	31/12/2014
Immobilisations incorporelles	3 et 5	2 075,0	1 250,6
Immobilisations corporelles	5	1 627,4	1 406,6
Immobilisations financières	4, 5 et 12	160 080,9	156 089,1
Actif immobilisé	5	163 783,4	158 746,2
Créances d'exploitation	6	3 079,3	3 571,4
Créances hors exploitation	6	159 080,5	160 108,6
Trésorerie	7	2 672,0	11 810,7
Actif circulant	6	164 831,8	175 490,6
Total actif		328 615,1	334 236,9
Passif	Notes	31/12/2013	31/12/2014
Capital	8	31 106,7	31 106,7
Primes d'émission, de fusion		13 412,3	13 412,3
Réserves légales		3 110,7	3 110,7
Réserves réglementées		1 006,7	1 006,7
Autres réserves et report à nouveau		161 983,6	164 677,8
Résultat de l'exercice		8 590,8	11 036,1
Situation nette	8	219 210,7	224 350,2
Provisions pour risques et charges	9	1 779,9	1 798,7
Emprunts et dettes financières	10 et 11	100 532,3	101 756,7
Dettes d'exploitation	11	4 517,0	3 724,8
Dettes hors exploitation	11	2 575,2	2 606,4
Dettes		107 624,5	108 087,9
Total passif		328 615,1	334 236,9

2.2 Compte de résultat au 31 décembre 2014 - (en milliers d'euros)

	Notes	31/12/2013	31/12/2014
Chiffre d'affaires	16	18 035,1	17 121,5
Charges de personnel		-9 370,9	-9 081,0
Amortissements et provisions		-2 309,6	-1 984,4
Autres produits et charges d'exploitation		-6 425,7	-5 953,7
Résultat d'exploitation		-71,2	102,4
Résultat financier	17	8 731,7	10 733,7
Résultat courant		8 660,5	10 836,1
Résultat exceptionnel	18	-296,5	25,8
Participation des salariés		-145,2	-141,7
Impôt sur les sociétés	14 et 19	372,0	315,9
Résultat net		8 590,8	11 036,1

2.3 Notes annexes aux comptes sociaux

Note 1. – Informations générales, faits marquants et faits postérieurs à la clôture

La société Bricorama SA et ses filiales exploitent en France, au Benelux et en Espagne un réseau de grandes surfaces de bricolage.

Bricorama SA est une société anonyme enregistrée et domiciliée en France dont le siège social est situé 21a boulevard Jean Monnet à Villiers-sur-Marne.

La société est cotée sur le marché Alternext depuis le 25 juillet 2011, sous le numéro FR00000054421.

Bricorama SA établit les comptes consolidés du groupe Bricorama.

Note 1.1. Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE)

Bricorama SA a bénéficié de la mise en place du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) à compter du 1^{er} janvier 2013 suivant la loi de finance rectificative de 2012.

Il en résulte un montant de 165,7 milliers d'euros comptabilisé en moins des charges du personnel et neutralisé fiscalement et cela suivant les recommandations de l'ANC.

Bricorama SA conjointement avec sa filiale Bricorama France a fait une demande de préfinancement auprès de la banque OSEO. Celui-ci a été encaissé en juillet 2014.

L'excédent entre le calcul du crédit d'impôt et le financement sera imputé sur la liquidation d'IS. Le crédit d'impôt a servi aux investissements de l'exercice 2014.

Note 1.2. Incertitudes

Il existe une incertitude relative au litige avec le bailleur sur la fermeture anticipée du magasin de Séville. En première instance, le tribunal a condamné Bricorama le 20 mars 2014 à indemniser le propriétaire à hauteur de 6,7 millions d'euros. Le groupe a fait appel de cette décision et reste dans l'attente de l'arrêt. Au regard du dossier et après estimation du risque et au niveau du provisionnement dans les comptes de la filiale, Bricorama SA, au titre de sa position de Holding (ayant 2 filiales cosignataires du bail), a passé une provision complémentaire en 2013 de 1,686 millions d'euros qui a été maintenue en 2014.

Note 1.3. Evénements postérieurs à la clôture

Hormis celui mentionné ci-dessus, il n'existe pas à ce jour d'autre événement significatif postérieur à la clôture qui peut avoir un impact sur les résultats.

Note 2. Règles et méthodes comptables

Note 2.1. Principes comptables

Les comptes annuels sont présentés conformément aux principes et méthodes définis par le règlement CRC n° 99-03 du 29 avril 1999 relatif à la réécriture du plan comptable général en France.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La règle d'évaluation utilisée pour établir ces comptes est celle du coût historique.

Les méthodes d'évaluation n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Note 2.2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût historique.

Les logiciels sont amortis sur une période de 1 à 5 ans.

Note 2.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif sur les durées d'utilisation suivantes :

Constructions	7-20 ans
Agencements et aménagements	10 ans
Installations techniques	7 ans
Matériels et outillages	7 ans
Matériels de transport	4 ans
Mobiliers et matériels de bureau	3-10 ans

Note 2.4. Immobilisations financières

Les participations et les autres titres immobilisés figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport. Lorsque les prévisions d'exploitation mettent en évidence que la quote-part de situation nette consolidée tenant compte d'éventuelles valeurs latentes restera inférieure au coût d'achat ou à la valeur d'apport, une provision pour dépréciation de la participation est constituée du montant de la différence.

Les actions propres sont classées en immobilisations financières. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Ces titres représentatifs du capital de la société Bricorama SA détenus par la société ont été acquis dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale des actionnaires du 29 mai 2000, renouvelée lors de l'Assemblée Générale du 17 juin 2013.

Note 2.5. Créances clients et comptes rattachés

Les créances sont évaluées pour leur valeur nominale et une provision spécifique est constituée pour les créances identifiées comme étant douteuses.

Note 2.6. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition. Lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur coût d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Note 2.7. Opérations en devises

Les transactions libellées en devises étrangères sont converties au cours de change en vigueur à la date de l'opération ou au taux de la couverture de change qui leur a été affectée, le cas échéant.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises au cours de clôture est portée au bilan en comptes de régularisation.

Note 2.8. Provisions pour risques et charges

Ces provisions sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains.

Elles couvrent essentiellement des litiges prud'homaux et commerciaux connus à la date d'arrêt. Leur montant correspond à l'estimation du service juridique ou à la première condamnation si elle existe.

Note 2.9. Indemnités de départ à la retraite

La société ne comptabilise pas en provisions les engagements en matière de retraite dont les montants résultent de l'application de la convention collective.

Note 2.10. Instruments financiers

Les instruments financiers utilisés par la société ont pour objectif la couverture des risques de change et de taux liés à son activité. Chaque instrument utilisé est affecté aux opérations ainsi couvertes. Ces couvertures sont réalisées avec des contreparties bancaires de premier rang. Leur gestion s'effectue de façon centralisée.

Note 2.11. Engagements hors-bilan

Engagements en matière de retraite : les engagements au 31 décembre 2014 qui concernent les salariés titulaires d'un contrat de travail à durée indéterminée s'élèvent à 625 milliers d'euros.

Cautions reçues : la société Bricorama SA bénéficie de conventions de garantie usuelles de passif (fiscal et social) négociées à l'occasion des dernières acquisitions réalisées au cours des dernières années (moins de 3 ans).

Abandons de créances : le montant total des abandons de créances avec clause de retour à meilleure fortune consentis par la société Bricorama SA à ses filiales du Benelux et de l'Espagne s'élève respectivement à 7,8 millions d'euros et 4,3 millions d'euros.

Au 31 décembre 2014, la clause permettant le remboursement de l'abandon (3 années consécutives avec un rendement supérieur à 6 %) n'était pas encore atteinte.

Engagements de crédit-bail : il n'en existe aucun.

Note 3. – Immobilisations incorporelles

Le poste est principalement composé de logiciels.

Note 4. – Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont essentiellement composées de titres de participation dans les sociétés Bricorama France SAS, Bricorama BV et Bricorama Méditerranée SL, ainsi que de prêts accordés aux filiales.

Bien que les perspectives de retour à l'équilibre des activités en Espagne soient réelles, les titres de Bricorama Méditerranée SL ont été provisionnés intégralement à hauteur de 3 503,3 milliers d'euros de manière à prendre en compte les pertes de l'exercice et les difficultés du marché actuel.

Note 5. – Actif immobilisé

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières
Valeur brute au 1 ^{er} janvier 2014	10 561,2	8 059,3	166 488,2
Acquisitions	81,6	537,0	427,6
Immobilisations en cours			
Sorties : cession et mise au rebut	-12,5	-174,3	-4 081,6
Diminution par virement de poste à poste		-29,8	
Valeur brute au 31 décembre 2014	10 630,3	8 392,2	162 834,2
Amortissements/Provisions au 1 ^{er} janvier 2014	8 486,2	6 431,8	6 407,2
Dotations aux amortissements de l'exercice	906,0	666,7	
Dotations pour dépréciation de l'exercice			472,8
Diminutions/Reprises	-12,4	-112,9	-134,9
Amortissements/Provisions au 31 décembre 2014	9 379,8	6 985,6	6 745,1
Valeur nette au 31 décembre 2014	1 250,6	1 406,6	156 089,1
Dont créances sur participations	Total	Moins d'1 an	1 à 5 ans
Prêt Bricorama NV (Belgique)	15 794,5	4 081,6	11 712,9
Prêt Bricorama BV (Pays-Bas)	27 585,7	0	27 585,7
Prêt Méditerranée SL (Espagne)	1 950,0	0	1 950,0
Total	45 330,2	4 081,6	41 248,6

Note 6. – Actif circulant

Les créances d'exploitation et hors exploitation ont des échéances inférieures à 1 an. Elles sont constituées principalement de créances sur les filiales du groupe et sur l'État (TVA et IS).

Note 7. – Valeurs mobilières de placement et disponibilités

	31/12/2013	31/12/2014
Disponibilités	1 795,5	11 789,2
Valeurs mobilières de placement	876,5	21,5
Total	2 672,0	11 810,7

Différences d'évaluation sur les éléments fongibles de l'actif circulant :

Valeurs mobilières de placement	Valeur brute au bilan	Prix de marché	Plus value latente
OPCVM	Néant	Néant	Néant
	21,5	21,2	-0,28

Note 8. – Capitaux propres

Note 8.1. Capital social

Le capital social est constitué de 6 221 343 actions, d'une valeur nominale de 5 euros. Un droit de vote double est accordé aux actions entièrement libérées détenues au nominatif depuis 4 ans au moins au nom du même actionnaire.

Durant l'exercice, aucune action n'a été créée.

Catégories de titres	Au 31/12/2014	Nombre de titres		Valeur nominale
		Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	900 107	0		5
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions à droit de vote double	5 321 236	0		5
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Répartition du capital :

Actionnariat	Actions	% capital	Droits de vote théorique	% droits de vote théorique	Droits de vote exerçables en AG	% droits de vote exerçables en AG
M14	5 402 070	86,83 %	10 709 849	92,79 %	10 709 849	92,90 %
JG Partners	407 699	6,55 %	407 699	3,53 %	407 699	3,54 %
IDI	63 250	1,02 %	63 250	0,55 %	63 250	0,55 %
Concert JG Partners/ IDI	470 949	7,57 %	470 949	4,08 %	470 949	4,08 %
M. Jean-Claude Bourrelier	13	0,00 %	26	0,00 %	26	0,00 %
Public	334 224	5,37 %	347 663	3,01 %	347 663	3,02 %
Auto-détention	14 087	0,23 %	14 087	0,12 %	0	0,00 %
Total	6 221 343	100,00 %	11 542 574	100,00 %	11 528 487	100,00 %

Au 31 décembre 2014, le personnel du groupe détient 17 989 actions dans le cadre du PEE.

Les actions détenues en propre par la société sont au nombre de 14 087 ; leur valeur de marché s'élève à 470,6 milliers d'euros au 31 décembre 2014.

Note 8.2. Variation des capitaux propres :

	2014
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier	219 210,7
Distribution de dividendes	-5 910,3
Augmentation du capital (souscription d'actions)	
Augmentation des primes liées à l'augmentation du capital	
Diminution des réserves	
Report à nouveaux selon les nouvelles règles comptables sur les actifs	
Autres	13,7
Résultat de l'exercice	11 036,1
Capitaux propres au 31 décembre	224 350,2

Plans d'options de souscription d'actions : au 31 décembre 2014, il n'y avait plus aucune option de souscription d'actions Bricorama, le plan étant arrivé à échéance le 22 août 2011.

Note 8.3. Rachat d'actions

Le rachat par BRICORAMA SA de ses propres actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 29 mai 2000. Cette autorisation a été plusieurs fois renouvelée et dernièrement lors de l'Assemblée Générale du 17 juin 2013.

Ces achats peuvent être réalisés par tous moyens et jusqu'à 10 % du nombre d'actions composant le capital social. L'autorisation de rachat d'actions donnée par l'Assemblée Générale est d'une durée maximum de dix-huit mois.

Ces rachats d'actions ont pour but d'assurer la régularisation des cours, de permettre leur annulation à des fins d'optimisation du résultat par action, de remettre des actions à titre d'échange dans le cadre d'opérations de croissance externe, de permettre la remise d'actions en contrepartie de la levée d'options d'achat attribuées aux salariés de la société et/ou du groupe ou dans le cadre des dispositions relatives à la participation des salariés aux fruits de l'expansion et d'une façon générale en vue de participer à la politique de gestion patrimoniale et financière de la société. La remise éventuelle de ces actions sur le marché s'opère dans des conditions n'affectant pas le cours de Bourse.

Note 8.4. Proposition d'affectation du résultat :

	31/12/2013	31/12/2014
Résultat	8 590,8	11 036,1
Affectation à la réserve légale		
Dividendes*	5 910,3	5 910,3
Autres réserves et report à nouveau	2 680,5	5 125,8

*Le dividende qui sera proposé par le Conseil d'Administration à l'approbation de l'Assemblée Générale s'élève à 0,95 euro par action pour l'exercice clos au 31 décembre 2014.

Note 9. Provisions pour risques et charges.

	A nouveau	Dotations	Reprise	Solde
Provisions pour litiges	1 779,9	18,8	0,0	1 798,7
Provisions pour impôts				
Autres provisions pour risques et charges				
Total	1 779,9	18,8	0,0	1 798,7

Note 10. Endettement

Note 10.1. Moyen terme

	2013	2014
Taux fixe		
Taux variable	97 319,5	91 213,7
Total	97 319,5	91 213,7

La différence avec le montant figurant au bilan correspond essentiellement aux concours bancaires courants pour 9 784,7 milliers d'euros.

Le montant total des emprunts et des lignes court terme remboursés est de 29 606 milliers d'euros. Le montant des emprunts et des lignes court terme souscrits est égal à 23 500 milliers d'euros.

Note 10.2. Couvertures de change et de taux :

1. Risque de change :

Au 31 décembre 2014, Bricorama SA a mis en place les opérations suivantes pour pallier l'exposition de la société au risque de change.

	2013	2014
Achats à terme	9 032,5	3 990,4
Options/Collar		

2. Risque de taux d'intérêts :

Au 31 décembre 2014, l'exposition nette de la société aux variations de taux d'intérêts est réduite par l'utilisation d'instruments financiers constitués de swaps et d'options de taux d'intérêts. La nature des couvertures mises en place par BRICORAMA SA s'analyse comme suit :

Notionnel en K€	Swaps	Options	Total
Moins d'1 an	60 000		60 000
Plus d'1 an	195 000		195 000

La valeur de marché de ces instruments de couverture du risque de taux s'élève à -5 585,7 milliers d'euros au 31 décembre 2014 contre -5 557,2 milliers d'euros en 2013.

Note 10.3. Concours bancaires courants :

Au 31 décembre 2014, les concours bancaires courants s'élèvent à 9 784 milliers d'euros.

Note 11. Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice avant répartition

	Total	Moins d'1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Emprunts bancaires	91 408,4	37 257,1	53 794,2	357,1
Concours bancaires	9 784,7	9 784,7		
Intérêts courus	563,6	563,6		
Dettes fournisseurs	1 163,9	1 163,9		
Dettes fiscales et sociales	2 560,5	2 560,5		
Dettes sur immobilisations	0,3	0,3		
Autres dettes diverses	2 606,4	2 606,4		
Produits constatés d'avance				
Total	108 087,9	53 936,6	53 794,2	357,1

Décomposition du solde des dettes fournisseurs par date d'échéance :

2014					
Autres (1)	31 décembre 2014	1 mois	2 mois	3 mois	Total
458	222	243	240		1 163
2013					
Autres (1)	31 décembre 2013	1 mois	2 mois	3 mois	Total
91	909	346	319		1 665

(1) Il s'agit principalement de dettes litigieuses.

Note 12. Tableau des filiales et participations

Filiales et participations (1)	Valeur nette des titres	Capital social	Réserves Primes	Report à nouveau	Avances et dettes	Quote-part de capital détenue (en %)	Résultat 2014
Bricorama France	91 827,0	18 407,3	62 235,1	2 639,8	96 716,3	99,76	12 726,6
Bricorama BV (Pays-Bas)	17 567,5	3 972,8	15 425,6	1 005,6	52 361,8	100	-3 263,1
Immobilière Bricailleterie	1,5	1,5		165,2	1 044,4	99	48,4
Brico ASIA	1 004,8	0,9		1 232,1		100	441,7
Bricorama Méditerranée(2)	0	3 503,3	0	-3 832,8	18 901,3	100	-207,2
Brico 3	38,1	38,1		-23,8	24,2	100	-2,8
Eoliennes Bricorama 2	1 487,0	2 706,0		-1 185,5	-1 460,4	100	9,9

(1) dont la part de capital détenue par BRICORAMA SA est supérieure à 50 % directement ou indirectement.

(2) Les titres de Bricorama Méditerranée ont été provisionnés à 100 %

Bricorama France a distribué en 2014 au titre de l'exercice 2013 un dividende total de 11 269,8 milliers d'euros.

Note 13. Rémunération des dirigeants

L'ensemble des rémunérations versées au cours de l'exercice 2014 aux dirigeants, mandataires sociaux et membres du comité de direction s'élève à 962 milliers d'euros.

Les dirigeants ne bénéficient d'aucun engagement en matière de pensions ni d'indemnités assimilées, ni d'avances, ni de crédits accordés.

Note 14. Intégration fiscale

Un groupe fiscal a été mis en place en France à compter du 1^{er} janvier 1999. Par Bricorama SA, société mère intégrante. Il comprend au 31 décembre 2014 les sociétés suivantes :

Nom de la Société	Siège social	Capital
Bricorama France	Rue du moulin paillason, 42300 Roanne	18 407,3
Brico 3	21 A, boulevard Jean Monnet, 94350 Villiers-sur-Marne	38,1
Eolienne Bricorama 2	21 A, boulevard Jean Monnet, 94350 Villiers-sur-Marne	2 706,0
Galeries Lindoises	Le port de Lalinde, 24150 Lalinde	78,0
SCI Bricailleterie	21 A, boulevard Jean Monnet, 94350 Villiers-sur-Marne	1,5
SCI Tamme	3 square d'Aquitaine, 40140 Soustons	2,0
Léomille	P.A des 3 routes, 49120 Chemillé	100,0

L'impôt sur les sociétés est comptabilisé dans chacune des entités membres du groupe fiscal et l'économie d'impôt est constatée dans la société mère BRICORAMA SA.

Note 15. Résultat fiscal

Le montant global des charges non déductibles fiscalement visées à l'article 39-4 du CGI est de 10 322 euros.

Note 16. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires réalisé au cours de l'exercice d'un montant de 17 121,4 milliers d'euros est constitué principalement de prestations de services effectuées au profit des filiales du groupe. Ces prestations se répartissent à hauteur de 15 193,8 milliers d'euros pour la France et 100,9 milliers d'euros pour l'étranger. Le solde est représenté, pour l'essentiel, à hauteur de 1 826,7 milliers d'euros par des refacturations diverses et d'assurance au groupe et hors groupe (affiliés).

Note 17. Résultat financier

Le résultat financier de l'exercice est constitué principalement des dividendes reçus des filiales pour un montant de 11 865,3 milliers d'euros.

Note 18. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel s'élève à 25,8 milliers d'euros. Ce résultat est principalement dû à des produits sur créances prescrites pour 66,8 milliers d'euros.

Note 19. Impôt sur les sociétés

Note 19.1. Répartition de l'impôt sur les sociétés

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	10 836,1	-315,9	11 151,9
Résultat exceptionnel à court terme	25,8		25,8
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés aux fruits de l'expansion	-141,7		-141,7
Résultat comptable	10 720,2	-315,9	11 036,1

Les résultats courant et exceptionnel sont corrigés des réintégrations et déductions fiscales les concernant.

Le taux d'impôt en vigueur est ensuite appliqué aux résultats courant et exceptionnel ainsi corrigés. La minoration d'impôt de 315,9 milliers d'euros résulte principalement du boni d'intégration 2014 pour 492,4 milliers d'euros constaté dans le cadre de l'intégration fiscale du groupe évoqué en note 14 et de la taxe sur les dividendes pour 177,3 euros.

Note 19.2. Situation fiscale différée et latente

Impôt payé d'avance sur :	
Charges non déductibles temporairement (déductibles l'année suivante)	
Participation des salariés et forfait social	47,2
Organic	8,3
Charges non déductibles temporairement (déductibles ultérieurement)	
Provision pour dépréciation	2 136,2
Total éléments différés et latents	2 191,7

Note 20. Incidence des évaluations fiscales dérogatoires

La société n'applique pas de dispositions fiscales susceptibles d'impacter son résultat et ses capitaux propres.

Note 21. Engagements – Cautions

Cautions données (en milliers d'euros) :

Belgique	1 195
Pays-Bas	716
Espagne	
France	170
Total	2 081

Elles correspondent essentiellement à des cautions sur loyers.

Garanties données (en milliers d'euros) sur les lignes utilisées au 31 décembre :

Belgique	2 800
Pays-Bas	2 960
Espagne	387
France	1 808
Total	7 955

Elles correspondent principalement aux emprunts et lignes court terme souscrits auprès des établissements de crédit par ses filiales.

Note 22. Engagements de retraite

Les salariés de BRICORAMA SA bénéficient d'indemnités de fin de carrière définies par la convention collective du secteur du bricolage.

Les engagements ne sont pas constatés sous forme de provisions dans les comptes sociaux.

Evolution des engagements	2014
Dettes actuarielles initiales	551,7
Charge d'intérêts	19,4
Coût des services rendus	45,2
Pertes (Gains) actuariels	9,2
Transferts intra groupe	
Prestations réglées dans l'exercice	0
Dettes actuarielles avec niveau futur de salaires au 31 décembre 2014	625,5

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

Taux d'actualisation	1,80 %
Taux d'augmentation future des salaires	0,5 % à 3,00 %
Durée résiduelle d'activité	16,73
Nombre de salariés	144

Le taux d'actualisation retenu correspond au taux des obligations d'entreprises notées AA dans la zone euro d'une durée inférieure à 10 ans.

Note 23. Eléments concernant les entreprises liées

Montants concernant les entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation

Note 23.1. Entreprises liées

Postes	31/12/2014
Actif immobilisé	
Capital souscrit non appelé	
Avances, acomptes/immobilisations incorporelles	
Avances, acomptes/immobilisations corporelles	
Participations	111 926,0
Créances rattachées à participations	45 330,2
Prêts	
Autres titres immobilisés	
Autres immobilisations financières	
Actif circulant	
Avances, acomptes versés sur commandes	
Créances clients, comptes rattachés	2 000,0
Autres créances	159 583,4
Capital souscrit appelé, non versé	
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
Charges constatées d'avance	
Dettes	
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts, dettes auprès d'établissements de crédit	
Emprunts, dettes financières divers	
Avances et acomptes sur commandes	
Dettes fournisseurs, comptes rattachés	60,0
Dettes fiscales et sociales	
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés	
Autres dettes	1 661,0
Résultat d'exploitation	
Produits d'exploitation	- 16 360,8
Charges d'exploitation	
Résultat financier	
Produits de participations	-11 865,3
Autres produits financiers	-2 635,2
Autres charges financières	19,4

Note 23.2. Parties liées

Dans le cadre de l'article R.123-198 du Code de Commerce, la société présente les informations relatives aux transactions conclues avec des parties liées (telle que définie par l'article R 123-199-1 du Code de commerce). Au titre de l'exercice 2014, il n'y a eu aucune opération significative.

Note 24. Détail des produits à recevoir et charges à payer

Produits à recevoir	Actif
Créances sur participations :	
Intérêts courus	
Créances clients et comptes rattachés :	515,5
TVA sur factures non parvenues	17,9
TVA sur factures à établir	86,6
Produits à recevoir - état	0,6
Autres créances	41,8
Intérêts rémunération des comptes courants	2 073,5
Disponibilités	
Intérêts courus à recevoir	3,9
Total	2 739,8
Charges à payer	Passif
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :	
Intérêts sur emprunts	194,7
Intérêts courus à payer	563,6
Dettes fournisseurs et comptes rattachés :	
Factures non parvenues	92,8
Personnel et comptes rattachés :	
Charges à payer personnel et organismes sociaux	1 122,3
Cap (taxe apprentissage, formation, constr,chs/cp)	393,6
Cap (organique et taxe handicapés)	46,5
TVA sur FAE	
Autres dettes : AAE	931,7
Intérêts sur comptes courants	19,4
Total	3 364,6

Note 25. Comptes de régularisation actif et passif

Charges et produits constatés d'avance.

	2013		2014	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Total des charges	180,8		147,0	
Total des produits		0,0		0,0

Note 26. Transferts de charges

	2013	2014
Total des transferts de charges	185,1	125,7

Note 27. Effectifs moyen

Catégories	Nombre de salariés
Cadres	61
Agents de maîtrise, techniciens	32
Employés	59
Ouvriers	
dont contrats de qualification et apprentis	3
dont handicapés	3
Total	152

Note 28. Informations relatives au droit individuel de formation (DIF).

Nombre d'heures acquises au titre du DIF	13 671
Nombre d'heures de formation	389
Nombre d'heures n'ayant pas donné lieu à demande	13 282

Note 29. Résultats des cinq derniers exercices (en euros)

Date d'arrêté	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014
Durée de l'exercice	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
Capital en fin d'exercice :					
Capital social	28 276 560	31 106 715	31 106 715	31 106 715	31 106 715
Nombre d'actions :					
Ordinaires	6 220 843	6 221 343	6 221 343	6 221 343	6 221 343
A dividende prioritaire					
Opérations et résultats :					
Chiffre d'affaires H.T.	20 209 581	20 641 809	19 141 857	18 035 086	17 121 454
Résultat avant impôts, participation, et dotations aux amortissements et provisions	16 137 775	13 366 914	13 376 447	12 367 043	13 184 180
Impôt sur les sociétés	935 514	368 935	-1 415 481	-372 010	-315 878
Participation des salariés	164 855	161 473	189 458	145 189	141 692
Dotations aux amortissements et provisions	2 858 840	5 232 590	4 288 134	4 003 066	2 322 299
Résultat net	12 178 567	7 603 916	10 314 336	8 590 798	11 036 067
Résultat distribué	6 220 843	8 087 746	6 221 343	5 910 276	5 910 276*
Résultat par action					
Résultat après impôt, participation, et avant dotations aux amortissements et provisions	2,1	2,06	2,35	2,02	2,15
Résultat après impôt, participation, dotations aux amortissements et provisions	1,96	1,22	1,66	1,38	1,77
Dividende attribué	1,00	1,30	1,00	0,95	0,95*
Personnel :					
Effectif moyen salarié	159	163	161	153	152
Masse salariale	7 359 269	7 387 350	7 211 920	6 689 357	6 545 957
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales)	3 032 397	2 919 169	2 893 693	2 681 575	2 534 999

(*) Sera proposé à l'assemblée générale du 22/06/2015